

Reformes de l'enseignement !

Par **doui**, le **06/02/2009** à **03:08**

Il n'est pas dans mes habitudes de créer des sujets (j'ai plutôt vocation à en fermer lol), mais je dois dire que je suis assez surpris que personne n'ait lancé le débat sur les réformes en cours, qui ébranlent le monde de l'enseignement jusqu'aux professeurs de droit ! et perturbent le fonctionnement des universités ...

J'essaie de résumer la situation pour ceux qui n'auraient pas suivi (on pourra approfondir si nécessaire) :

L'objet principal de la discorde, du moins dans les fac de droit, est le décret modifiant le statut des enseignants chercheurs. Il prévoit une modulation du service (qui se traduit par une charge + ou - importante d'heures de cours) et une évolution de carrière, en fonction d'une évaluation quadriennale de la qualité de l'enseignement et de la recherche.

Le gouvernement soutient que l'évaluation tirera la recherche vers le haut et permettra de rationaliser les charges d'enseignement, c'est à dire qu'un enseignant qui fait peu de recherche (ou de mauvaise qualité ?) se verra attribué plus d'heures d'enseignements. A l'inverse, un enseignant à la qualité de recherche exceptionnelle pourrait voir son service allégé. Le but est également que soit enfin reconnues à leur juste valeur les diverses responsabilités administrative et pédagogiques des enseignants (responsable d'année, direction de diplôme ...), qui seraient prises en compte dans l'évaluation.

Certains enseignants sont contre le principe même de ce décret.

D'autres dénoncent ses modalités d'applications, craignant notamment que sous couvert d'autonomie, une évaluation locale soit arbitraire et aient des effets pervers de clientélisme. Ils demandent des critères clairement définis et une évaluation par le Conseil National des Universités, dont la décision s'imposerait au président d'université. Par ailleurs, cette réforme permettrait de ne pas augmenter (voir réduire) le nombre de postes, puisqu'on pourrait faire travailler plus (sans gagner plus) les enseignants en "modulant" leur service.

S'ajoutent à cela des protestations plus générales (plus affirmées dans d'autres types de faculté), sur le sous financement des universités et de la recherche ou encore la réforme du mode de formation des enseignants du primaire (la "masterisation"), qui touche donc indirectement la formation des futurs étudiants.

Les politiciens n'ont pas tardé à mettre leur nez dans l'affaire. En gros l'UMP et ses satellites soutiennent aveuglément le gouvernement, tandis que l'opposition soutient ouvertement le (toute forme de) mouvement social. Il y a donc une véritable bataille d'opinion, parfois à coup

d'instrumentalisation de la presse, il faut donc être vigilant et critique quand vous lisez/entendez un avis.

Voilà le tableau, mais il est surtout important de recueillir l'opinion des étudiants. Il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse, dites simplement ce que vous pensez de tout ça!

Quelques pistes de réflexion :

Mouvement corporatiste ou mouvement sincère pour la défense de l'université ?
Instrumentalisation des étudiants ou sommes nous vraiment concernés ?

Y a-t-il du bon dans la réforme ou faut-il un retrait pur et simple ?

Soutenez-vous les diverses modalités d'action (rétention de notes, grèves avec ou sans maintien des cours, blocages, journées de manif ...) ou êtes-vous préoccupé avant tout par le bon déroulement de votre année ?

Quel est l'état et la forme de la mobilisation dans votre fac ?

...

Liste de thèmes non limitative, pour lancer le débat. Exprimez-vous librement !

Par **Camille**, le **06/02/2009** à **09:39**

Bonjour,

[quote="doui":2xfb2kh5]

Le gouvernement soutient que l'évaluation tirera la recherche vers le haut et permettra de rationaliser les charges d'enseignement, c'est à dire qu'un enseignant qui fait peu de recherche (ou de mauvaise qualité ?) se verra attribué plus d'heures d'enseignements.[/quote:2xfb2kh5]

Euh... ce n'est pas le général de Gaulle qui disait déjà "[b:2xfb2kh5][i:2xfb2kh5]Des chercheurs qui cherchent, on en trouve, mais des chercheurs qui trouvent, on en cherche[/i:2xfb2kh5][b:2xfb2kh5]" ?

(Tout ce que je peux dire, moi, qui suis plus habitué aux bureaux d'études ou de recherches industriels, chaque fois que j'ai eu l'occasion de pénétrer dans des centres ou instituts de recherches à caractère universitaire, j'ai toujours trouvé que c'était d'un calme ! Et d'un climat peu stressant...)

(Et - en tout cas à une certaine époque - un chercheur universitaire qui faisait une "trouvaille" qui pouvait avoir au moins une application pratique était généralement considéré comme "suspect" et le fait d'en trouver une, presque une déchéance...)

:wink:

Image not found or type unknown

Par **Morsula**, le **06/02/2009** à **11:17**

:))

J'espère que ça finira en guerre civile, la lutte des classes c'est pas terminé 

Par **fan**, le **07/02/2009** à **19:15**

Il faut que cette réforme soit retirée car elle fait plus de mal que de bien. L'an dernier nous avons plus d'heures mais aussi plus de culture générale et cette dernière est importante pour les concours mais...aussi pour soi.

Par **Katharina**, le **07/02/2009** à **20:06**

Dans ma fac le mouvement n'est pas grand, au départ on a avait quasi tous les profs grévistes, puis au moment de passer à l'action 2 profs et au final plus qu'un la semaine passée. Et les profs des autres filières que le droit ne manifestent pas.

Perso je peux pas juger, seuls les profs parlent de cette réforme et je ne trouve pas qu'ils soient forcément objectifs.

Quand je les entend j'ai plutôt l'impression que ça les embête de risquer de travailler + s'ils ne passent pas assez de temps sur les recherches. Ça me semble plutôt fainéant de leur part.

D'un autre côté il me semble avoir entendu que ce n'est pas une question de temps passé à la recherche, mais plutôt le fait que ceux qui recherchent n'arrivent pas à publier, et que c'est le critère du nombre d'articles publiés qui serait tenu en compte . Dans ce cas là c'est plus délicat.

En tout cas, je ne suis pas du genre à faire la grève. D'après mon prof de liberté publiques, ne

pas vouloir faire la grève ce n'est pas faire la politique de l'autruche pour autant  (j'aime bien cette expression)

En tout cas, je ne me suis pas trop renseignée sur cette réforme, donc je ne me suis pas encore positionnée. Je vous fais juste part de ce que j'ai entendu à droite à gauche.

Par **Mao**, le **08/02/2009** à **22:02**

[url=http://www.dailymotion.com/playlist/xqclh_Tamina16_universites:15f2eezr]Un super bon documentaire sur le sujet. Merci de participer au débat une fois le film regardé[/url:15f2eezr]

:)

Image not found or type unknown

En fait, non seulement la réforme est mauvaise, non seulement la vision sarkoziste (je caricature, pour faire simple), tue la culture, l'enseignement et la recherche, mais c'est l'Europe qui est à la base de ce démantèlement!

Nous tentons de lutter tant bien que mal, mais j'ai peur que ce genre de mesures ne passent

en force et s'imposent à nous, petits mortels. Image not found or type unknown

Et on va bouffer, ça c'est sûr.[/url]

Par **Camille**, le **09/02/2009** à **10:57**

Bonjour,

Ce qui est quand même curieux, c'est que chaque fois qu'on cherche à "dégraissier le mammoth", que la vision soit mitterrand-iste, -ienne, chirak-iste, ienne, sarkhoz-iste, -ienne, c'est le tollé général et la levée de boucliers.

Résultats des courses, rien ne bouge et, en tout cas dans les domaines techniques/scientifiques, l'écart se creuse dangereusement entre l'université française et ses homologues - ne serait-ce qu'européennes - qui, elles, ont sù prendre le bon virage depuis longtemps.

J'ai un peu peur qu'en France, une réforme de l'enseignement soit toujours, "[i:1oevuwgc]per definitionem[/i:1oevuwgc]", considérée comme mauvaise.

(à titre perso, de ce que j'en ai entendu dire, la réforme en question ne me paraît pas plus mauvaise qu'une autre et me paraît plutôt souhaitable : je ne vois pas du tout pourquoi il serait anormal, dans le principe, qu'on puisse évaluer le travail d'un chercheur et qu'on en tire des conséquences si on en conclut que le "chercheur" n'a rien foutu ou presque)(parce qu'il est bien là le problème principal)(mais, "faut surtout pas le dire !").

Par **Murphys**, le **09/02/2009** à **11:48**

Camille, donc tu ne considères pas plus mal qu'autre chose le fait que la transmission des connaissances soit une punition et que de l'autre la recherche soit la partie noble du métier.

Faut pas oublier que le directeur de l'université est un chercher dans UN SEUL DOMAINE, et on va lui demander de juger le travail de recherche de ses collègues dans d'autre domaines. Tu ne trouves donc pas plus mal qu'autre chose qu'un docteur en pharmacie juge du travail de recherche d'un juriste. C'est le cas à l'université de Strasbourg.

Par **bob**, le **09/02/2009** à **21:10**

A Camille,

sur l'évaluation : le décret prévoyait que les EC évalueraient les autres (mais un prof de math pouvait évaluer un juriste...) Le président va avoir des grands pouvoirs avec tous les risques de copinage. L'activité administrative n'est pas prise en compte pour les horaires de travail. Un prof qui verrait son service augmenté de manière significative verrait son salaire resté le même voire baisser dans certains cas.

Autres choses : les profs SONT évalués de nombreuses fois dans leur carrière individuellement ou par le biais de leur labo. Ils ne critiquent pas le principe de l'évaluation mais une évaluation par leur paire de manière objective. Enfin, notre cher président a lu un discours le 22 janvier qui a fortement déplu (c'est le moins qu'on puisse dire) ce qui n'a pas contribué au dialogue.

Quant aux chercheurs étrangers, ils publient peut être plus, mais souvent des articles similaires (je dois croire mes profs sur ce point) et sont beaucoup mieux payés. Donc autant comparer ce qui est comparable.

Bonne soirée

Par **doui**, le **09/02/2009** à **22:05**

Enfin un peu d'effervescence ! J'ai rajouté un ptit sondage ...

Aller je jette un peu d'huile sur le feu. Moi ça m'énerve tous ces témoignages montés en épingle, de profs vertueux qui affirment être constamment évalués et que le décret n'y changera rien ... ok mais ne seraient ils pas l'arbre qui cache la forêt ?

Le système actuel n'évalue que ceux qui veulent bien se faire évaluer et n'évalue pas ... ceux qui ne cherchent pas, tandis qu'avec le décret, les brebis galeuses ne pourront plus se cacher au milieu du troupeau.

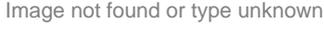
Par **Camille**, le **10/02/2009** à **10:00**

Bonjour,

[quote="Murphys":34hhy3nn]Camille, donc tu ne considères pas plus mal qu'autre chose le fait que la transmission des connaissances soit une punition et que de l'autre la recherche soit la partie noble du métier.

Faut pas oublier que le directeur de l'université est un chercheur dans UN SEUL DOMAINE, et on va lui demander de juger le travail de recherche de ses collègues dans d'autres domaines. Tu ne trouves donc pas plus mal qu'autre chose qu'un docteur en pharmacie juge du travail de recherche d'un juriste. C'est le cas à l'université de Strasbourg.[/quote:34hhy3nn]

:shock:

Ai-je dit ça ? 

Mais prenons dans l'ordre...

[quote="Murphys":34hhy3nn]Camille, donc tu ne considères pas plus mal qu'autre chose le fait que la transmission des connaissances soit une punition[/quote:34hhy3nn]

Où est-il dit qu'il s'agirait d'une punition d'enseigner ? Je ne vois pas ce qu'il y a de choquant, si l'on constate qu'un chercheur se tourne les pouces ou - disons - a beaucoup de temps de libre, qu'on lui demande de faire quelque chose d'utile plutôt que d'être payé à ne rien faire. Et il porte bien le titre de "[u:34hhy3nn]enseignant[/u:34hhy3nn] chercheur", non ?

Mais, comme je l'ai déjà dit "faut surtout pas répéter ce que je viens d'écrire..."

Vous remarquerez d'ailleurs que c'est surtout ceux qui refusent la réforme qui ont l'air de considérer que d'enseigner serait un punition. Sinon, ils adhèreraient avec enthousiasme, au contraire.

[quote="Murphys":34hhy3nn]

et que de l'autre la recherche soit la partie noble du métier.

[/quote:34hhy3nn]

De quoi parlez-vous ? Quelle "partie noble du métier" ? Un métier est un métier. Il comporte des côtés passionnants et des côtés chiants, il faut les faire tous les deux et pas seulement "ne se garder que les bons morceaux" en laissant le soin aux autres de se taper les corvées (pour autant qu'on considère qu'enseigner soit une corvée et un des "côtés chiants" du métier).

Et euh... je le répète, c'est surtout ceux qui sont contre la réforme qui ont l'air de considérer que la recherche est la partie noble et l'enseignement une corvée... Alors qu'on parle bien de "enseignants chercheurs".

[quote="Murphys":34hhy3nn]

Faut pas oublier que le directeur de l'université est un chercher dans UN SEUL DOMAINE, et on va lui demander de juger le travail de recherche de ses collègues dans d'autre domaines.

Tu ne trouves donc pas plus mal qu'autre chose qu'un docteur en pharmacie juge du travail de recherche d'un juriste. C'est le cas à l'université de Strasbourg.[/quote:34hhy3nn]

Si c'est le cas, c'est idiot, mais ça ne remet donc pas la réforme en question, seules ses modalités d'application, si elles sont celles décrites, qui seraient discutables : faire juger de la valeur et de l'ampleur d'une recherche par une seule et unique personne serait effectivement absurde.

Cela dit, entre nous soit dit, même pour un spécialiste en pharmacie, il n'est quand même pas trop difficile de vérifier si un "chercheur en droit", ou dans d'autres domaines, n'a rien foutu ou presque pendant toute une année...

Et il faut, bien sûr, distinguer la recherche fondamentale et la recherche appliquée.

Mais, c'est vrai que, dans l'industrie, la question ne se pose effectivement pas, le patron d'un bureau d'études ou d'un labo de recherches est en général un [u:34hhy3nn]vrai[/u:34hhy3nn] spécialiste du secteur... Donc, lui, sait très exactement où en sont ses troupes (et toujours entre nous soit dit, il n'attend pas toute une année avant de le savoir...) et n'est pas un type qui a gravi les échelons par ancienneté.

Et si vous voulez mon humble avis perso, ça ferait beaucoup de bien à certains de passer quelques années dans l'industrie plutôt que d'aller "enseigner - chercher" dès la sortie de

leurs chères études...

Là, mon p'tit doigt me dit qu'ils y apprendraient au moins le vrai sens du mot "travailler"...

Précision : ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, ils ne sont pas tous comme ça ! Des chercheurs, j'en ai aussi rencontré des "bons" ! Et des très bons, même.

Mais, j'en ai aussi rencontré des qui, manifestement, ne risquaient pas un vieillissement prématuré dû au stress professionnel ni un infarctus à 50 ans s'ils continuaient comme ça...

Et je me permets quand même de rappeler que ces gens-là sont payés par nos impôts.

Par **Camille**, le **10/02/2009** à **10:05**

Bonjour,

[quote="doui":1gintdnu]

Aller je jette un peu d'huile sur le feu. Moi ça m'énerve tous ces témoignages montés en épingle, de profs vertueux qui affirment être constamment évalués et que le décret n'y changera rien[/quote:1gintdnu]

Ben, pourquoi sont-ils tellement contre, alors, si ça ne va rien changer ?

Par **Camille**, le **10/02/2009** à **10:38**

Bonjour,

[quote="bob":hbx758fa]

sur l'évaluation : le décret prévoyait que les EC évalueraient les autres (mais un prof de math pouvait évaluer un juriste...) Le président va avoir des grands pouvoirs

[b:hbx758fa][u:hbx758fa]avec tous les risques de copinage[/u:hbx758fa][b:hbx758fa].[/quote:hbx758fa]

Curieux, hein ? Dans l'industrie, la question ne se poserait même pas.

Je dis bien, donc, que ce n'est pas le principe qu'il faut remettre en cause, mais la méthode dans ce cas. Moi, je ne serais pas opposé au principe que, chaque année, un chercheur présente l'état de ses travaux à un "jury de spécialistes", comme on dit...

[quote="bob":hbx758fa]

L'activité administrative n'est pas prise en compte pour les horaires de travail. Un prof qui verrait son service augmenté de manière significative verrait son salaire resté le même voire baisser dans certains cas.

[/quote:hbx758fa]

Qu'entendez-vous par là ? Si on constate qu'en temps que chercheur, il se tourne les pouces, ça ne me choque pas forcément qu'on "augmente son service". C'est quoi, exactement, "l'activité administrative" d'un chercheur ?

[quote="bob":hbx758fa]

Autres choses : les profs SONT évalués de nombreuses fois dans leur carrière individuellement ou par le biais de leur labo.[/quote:hbx758fa]

Ah oui ? Vraiment "évalués" ?

[quote="bob":hbx758fa]

Quant aux chercheurs étrangers, ils publient peut être plus, mais souvent des articles similaires (je dois croire mes profs sur ce point) et sont beaucoup mieux payés.

Donc autant comparer ce qui est comparable.

[/quote:hbx758fa]

Justement, c'est bien ce que je fais.

Tout ce que je peux dire, moi, c'est que dans mon domaine à moi, même les universités de l'ex-RDA étaient beaucoup plus fertiles et fécondes en matière d'innovations techniques et pourtant leurs chercheurs étaient sûrement beaucoup moins bien payés que leurs homologues français.

"Cherchez... l'erreur", comme on dit.

Mais, je suis bien d'accord que les chercheurs français devraient être mieux payés. Mais c'est parce qu'ils ne sont pas assez payés qu'ils ne trouvent pas ?

(et, en réalité, ce que cache surtout la réforme, à mon humble avis, n'a pas pour but de sanctionner les "bons chercheurs", c'est à dire, ceux qui trouvent, comme disait déjà de Gaulle...).

[quote="bob":hbx758fa]

(je dois croire mes profs sur ce point)

[/quote:hbx758fa]

Ben oui... "Juges et parties" ?

(Tout ce que je peux dire, moi, c'est que j'en ai rencontré pas mal complètement "déconnectés des réalités" et pas du tout au courant de ce qui se passait "ailleurs", c'est à dire, à l'étranger)(toujours dans mon domaine à moi, bien sûr...).

Par **Murphys**, le **10/02/2009** à **12:43**

Camille:

Si on dit aux chercheurs: "Vous ne publiez pas assez, allez donner plus de cours." Donc le fait de donner des cours en plus est une punition, de l'"insuffisance" de la recherche. Donc en considérant comme une punition à la recherche, on dévalorise l'enseignement par rapport à la recherche.

Par **bob**, le **10/02/2009** à **13:03**

Je suis d'accord pour dire que certains chercheurs se tournent les pouces mais j'ai la faiblesse de pensée que c'est une minorité.

Ensuite, l'activité administrative c'est la présence aux CA, CS, CEVU et autres comités (donc la fac est très friande), c'est la correction des copies, le suivi des étudiants en M2 ou en thèse, la paperasserie lorsqu'on est directeur de diplôme, la recherche de financement et je pense que j'en oublie. Tout ça pour dire qu'un EC ne fait pas soit de la recherche soit de

l'enseignement.

Ensuite, les profs sont évalués à leur entrée dans le corps, lorsqu'ils veulent passer d'une classe à l'autre... Par ailleurs les modalités d'évaluation posent problème. Il faut publier 4 articles dans une revue de niveau A selon l'AERES. Tout d'abord des rumeurs font valoir que la rtd civ ne serait pas catégorie A! Par ailleurs quand bien même ce serait une catégorie A, il y a une douzaine d'articles de fond publiés par an (il faut plus d'un an pour être publié) alors pour publier 4 fois en 4 ans je crois qu'il va falloir s'accrocher!

[quote:1o8tynja]Curieux, hein ? Dans l'industrie, la question ne se poserait même pas. Je dis bien, donc, que ce n'est pas le principe qu'il faut remettre en cause, mais la méthode dans ce cas. Moi, je ne serais pas opposé au principe que, chaque année, un chercheur présente l'état de ses travaux à un "jury de spécialistes", comme on dit... [/quote:1o8tynja]
Il me semble que les EC pensent comme vous.

Enfin sur la forme : allez voir le discours de Sarkozy du 22 janvier qui sous entend que les EC sont venus parce qu'il y avait de la lumière et que c'était chauffé.

Enfin des arguments qui valent ce qu'ils valent, ASSAS soutient le mouvement c'est dire... LeMonde a consacré un article à Olivier Beaud, major du concours d'agrégation en 1991, qui est fermement contre la réforme. Il envisage de quitter l'enseignement supérieur si la réforme passe... c'est dire.

Dernière chose : tout le monde ne peut s'appeler carbonnier, terré, bourdieu ou je sais pas qui en sciences dures! Tout ça pour dire que certains sont plus productifs que d'autres. Il faut cependant veiller à ce que certains ne profitent pas de leur entrée dans le corps pour se la couler douce (une minorité)

Par **akhela**, le **10/02/2009** à **14:50**

[quote="Murphys":b5noyw3m]Camille, donc tu ne considères pas plus mal qu'autre chose le fait que la transmission des connaissances soit une punition et que de l'autre la recherche soit la partie noble du métier.

[/quote:b5noyw3m]

Tu sais les profs eux même ont cette opinion à la fac de droit de Strasbourg, t'as même pas idée du bonheur qu'auraient les profs si ils pouvaient encaisser les frais de scol et foutre les étudiants dehors (ça valait en tout cas pour l'équipe quadriennale de la fac de droit de Strasbourg il n'y a que 3 ans encore et franchement je doute que cela ai changé).

Et pour ce qui est du problème de se faire publier, c'est parce qu'on a trop de chercheurs (chose que l'on peut difficilement reprocher aux gouvernements successifs) et qu'on continue à produire de charrettes entières de thésards. Le nombre de sujets intéressants à traiter par chercheur diminue et c'est toujours pas la faute des gouvernements successifs depuis 30 ans : ils sont tous pris d'une folie législatrice.

Par **fan**, le **10/02/2009** à **14:59**

[quote="doui":2u8x38u2], de profs vertueux qui affirment être constamment évalués et que le décret n'y changera rien ... ok mais ne seraient ils pas l'arbre qui cache la forêt ?

Le système actuel n'évalue que ceux qui veulent bien se faire évaluer et n'évalue pas ... ceux qui ne cherchent pas, tandis qu'avec le décret, les brebis galeuses ne pourront plus se cacher au milieu du troupeau.[/quote:2u8x38u2]

et quand cela concerne "la tête de la fac" ? qui évalue ?

Par **doui**, le **10/02/2009** à **16:13**

[quote="fan":2pctvuma]
et quand cela concerne "la tête de la fac" ? qui évalue ?[/quote:2pctvuma]

Le suffrage.

Par **Murphys**, le **10/02/2009** à **19:36**

[quote="akhela":lp7j0y6d][quote="Murphys":lp7j0y6d]Camille, donc tu ne considères pas plus mal qu'autre chose le fait que la transmission des connaissances soit une punition et que de l'autre la recherche soit la partie noble du métier.
[/quote:lp7j0y6d]

Tu sais les profs eux même ont cette opinion à la fac de droit de Strasbourg, t'as même pas idée du bonheur qu'auraient les profs si ils pouvaient encaisser les frais de scol et foutre les étudiants dehors (ça valait en tout cas pour l'équipe quadriennale de la fac de droit de Strasbourg il n'y a que 3 ans encore et franchement je doute que cela ai changé).
[/quote:lp7j0y6d]

Mes profs doivent être des Césariables tant ils jouent bien de s'intéresser à nous pendant les cours.

Par **akhela**, le **10/02/2009** à **22:29**

[quote="Murphys":3neir43g][quote="akhela":3neir43g][quote="Murphys":3neir43g]Camille, donc tu ne considères pas plus mal qu'autre chose le fait que la transmission des connaissances soit une punition et que de l'autre la recherche soit la partie noble du métier.
[/quote:3neir43g]

Tu sais les profs eux même ont cette opinion à la fac de droit de Strasbourg, t'as même pas idée du bonheur qu'auraient les profs si ils pouvaient encaisser les frais de scol et foutre les étudiants dehors (ça valait en tout cas pour l'équipe quadriennale de la fac de droit de Strasbourg il n'y a que 3 ans encore et franchement je doute que cela ai changé).

[/quote:3neir43g]

Mes profs doivent être des Césariables tant ils jouent bien de s'intéresser à nous pendant les cours.[/quote:3neir43g]

oui moi aussi ça m'a fait un choc ... le meilleur de tous c'est Maulin à ce jeu là, digne de la Comédie Française. Toutefois leur tolérance des étudiants augmentent avec les années d'études (à partir du Master, un étudiant est presque considéré comme un être humain apte à suivre un cours ... doué de parole et avec un cerveau). Non bien sûr ils ne sont pas tous comme ça loin de là mais il faut reconnaître qu'on ne se bouscule pas pour enseigner en licence (c'est d'ailleurs du pain béni pour les jeunes profs ... quand l'unif a de l'argent pour eux). Du temps pour la recherche en droit ils en ont ... sinon ils ne cumuleraient pas autant de professions/fonctions (la palme revenant à Cutajar pour le cumul de fonctions).

La vraie question ce n'est pas le temps de recherche ou d'enseignement, car il est clair qu'on pourrait doubler la charge d'enseignement de beaucoup de prof d'unif sans empiéter sur leur temps de recherche et leur vie de famille. Non, le problème vient du fait qu'ils ne sont plus assez bien payés mais je ne sais pas trop pourquoi, ils ne revendiquent pas cela ouvertement.

Par **Katharina**, le **11/02/2009** à **18:09**

Voilà qui va peut être un peu calmer le mouvement :

<http://www.lemonde.fr/politique/article ... 23448.html>

Personnellement ça m'arrangerait car certains profs disent qu'ils ne comptent pas rattraper, et qu'on sera interrogé seulement sur ce qu'on a vu en cours, le hic c'est que ça me fera arriver en master avec des lacunes à combler.

PS : j'ai sélectionné " quel beau métier professeur ! "

Déjà que tout ce que j'entendais de mes profs me démotivait pour partir en recherche, cela ne

fait que me conforter dans l'idée d'un master pro 

Par **Yn**, le **11/02/2009** à **18:36**

Bonsoir,

Après avoir lu les différents messages, j'ai quelques remarques à faire :

[quote="Camille":2dob1rbr]La réforme en question ne me paraît pas plus mauvaise qu'une autre et me paraît plutôt souhaitable[/quote:2dob1rbr]

[quote="Camille":2dob1rbr]Vous remarquerez d'ailleurs que c'est surtout ceux qui refusent la réforme qui ont l'air de considérer que d'enseigner serait un punishment. Sinon, ils adhèreraient

avec enthousiasme, au contraire. [/quote:2dob1rbr]

La question n'est pas d'enseigner plus ou moins, la question est d'enseigner mieux. La préparation des cours, les approches pédagogiques, leurs mises à jour, etc. prend du temps, ce n'est pas faire enseigner plus à un professeur qui va changer quelque chose à la qualité de ses cours et/ou de sa recherche. Sans compter les modalités d'évaluation de ladite recherche qui ont déjà été développées avant.

[quote="Camille":2dob1rbr]C'est quoi, exactement, "l'activité administrative" d'un chercheur ?[/quote:2dob1rbr]

Ce à quoi [i:2dob1rbr]bob[/i:2dob1rbr] a répondu :

[quote="bob":2dob1rbr]Ensuite, l'activité administrative c'est la présence aux CA, CS, CEVU et autres comités (donc la fac est très friande), c'est la correction des copies, le suivi des étudiants en M2 ou en thèse, la paperasserie lorsqu'on est directeur de diplôme, la recherche de financement et je pense que j'en oublie. Tout ça pour dire qu'un EC ne fait pas soit de la recherche soit de l'enseignement. [/quote:2dob1rbr]

Sans oublier les diverses la paperasserie administrative pour ceux qui sont chargés de la direction ou de la coordination de labo de recherche, des audits qualités, des rapports à rendre, l'organisation des colloques, etc. Mais surtout, il faut souligner que la plus part de ces tâches sont accomplies bénévolement.

[quote="akhela":2dob1rbr]à partir du Master, un étudiant est presque considéré comme un être humain apte à suivre un cours ... doué de parole et avec un cerveau. Non bien sur ils ne sont pas tous comme ça loin de là mais il faut reconnaître qu'on ne se bouscule pas pour enseigner en licence. [/quote:2dob1rbr]

Je ne sais pas dans quel fac tu es mais c'est très loin d'être le cas chez nous et pas qu'en droit. Pour ma part, j'ai (ou eu) plusieurs fois des PU et/ou des agrégés qui considèrent les étudiants comme tel (sauf très rare exception).

Par **akhela**, le **12/02/2009** à **08:51**

[quote="Katharina":2vdk2j22]Voilà qui va peut être un peu calmer le mouvement :

<http://www.lemonde.fr/politique/article ... 23448.html>

Personnellement ça m'arrangerait car certains profs disent qu'ils ne comptent pas rattraper, et qu'on sera interrogé seulement sur ce qu'on a vu en cours, le hic c'est que ça me fera arriver en master avec des lacunes à combler.

[/quote:2vdk2j22]

C'est surtout que légalement ils n'ont pas le droit d'interroger sur un sujet non vu en cours, c'est un motif d'annulation d'examen. Peu de prof en font cas ou même le savent mais ça fait toujours plaisir de voir que certains respectent les règles du jeu (vieux souvenir d'un prof "c'est illégal? mais je m'en fout je le fais quand même" en plein conseil de fac). Sinon effectivement, les cours qui sautent posent des problèmes au niveau du bouclage des programmes (re-vieux souvenirs des blocages pendant le CPE et la réforme LMD).

Pour les profs et leurs relations avec les étudiants? j'ai - malheureusement - siégé en conseil

de fac et j'ai vu l'envers du décor : la recherche est ce qui est le plus intéressant et le plus rentable pécuniairement pour un prof (les publications c'est du bonus), j'ai donc assisté à des attaques en règles des réglementations nationales pour pouvoir en faire plus : suppression des rattrapages, suppression des oraux avec invention des "oraux écrits" (la loi prévoit que les matières à TD sont à passer par écrit et le reste à l'oral, heureusement que la loi le dit, car en 4 ans je n'ai pas passé un seul oral), guerre pour se refiler les cours, refus de surveiller les examens (en principe le titulaire doit surveiller son examen), refus de l'anonymat des copies (ça s'était pour empêcher toute contestation, notez que l'anonymat est une obligation légale). Sinon l'accessibilité des profs : alors je sais pas jusqu'où c'est devenu culturel et qu'on n'avait juste pas envie de lui parler au prof, mais beaucoup avaient quand même une faculté à s'éclipser assez fantastique. Quel choc quand à l'ULB, les profs commençaient leur cours par nous donner leur mail voir même leur numéro de portable, aucun ne sortait de l'amphi à l'intercours et tous étaient littéralement assailli de question à chaque inter-cours (bon personnellement en France ou en Belgique j'ai rarement eu des questions à poser, mais c'est le principe même).

À la décharge des profs français, ils sont payés comme des merdes et l'état des bureaux des profs à la fac de Strasbourg il y a 3 ans expliquaient pourquoi on ne les y trouvait jamais. Quand j'étudiais en France j'en étais arrivé à militer pour que l'on scinde les professions d'enseignement et de recherche ou qu'on interdise aux profs d'avoir des activités annexes (Cutajar qui cumulaient joyeusement les fonctions de prof/directeur de master/juge de prox/adjoint au maire/dirigeant de l'UDF, puis MODEM/son association ... et je dois en oublier, dans la même veine d'autres qui faisaient sauter leurs cours pour leur autre profession). Arrivé en Belgique j'ai vu qu'on arrivait très bien à cumuler les postes (dans la limite du raisonnable, pas comme Cutajar) entre enseignant, chercheur et avocat/juge, sans que cela nuise à l'enseignement (sans demander à tous d'être comme le doyen Dieu qui bossait pour son cabinet d'avocat comme un fou tout en donnant cours et en faisant de la recherche, il devait faire dans les 60h par semaine, la légende voulait qu'il ait oublié son mariage et qu'il soit allé donner examen ce jour là).

Par **kaptainkarott**, le **12/02/2009** à **21:51**

de mon côté je la trouve pas si mal que ça cette réforme. J'ai été chargé de TD trois ans, quand je pense aux 30 % (au moins) d'enseignant qui ne publient jamais, ne lisent pas les copies d'examen (c'est plus rare mais j'en connais) ou 1 partiel sur 3, ne participent à rien de l'université y compris aux jurys, pour se consacrer soit :

- avocat / consulting (attention ya aussi des surhommes qui font les bons cours, publient tt les matins, sont avocats, accessibles et sympa mais bon c'est comme les poissons volant ça court pas les rues)
- partis politique,
- fanfaronner devant la machine à café
- s'entraîner pour des activités sportives

je trouve l'évaluation quadriennale du meilleur effet. En revanche la notation par le pdt de la fac pose des difficultés certaines dans les établissements pluridisciplinaires. J'imagine des notes de jurisprudences et la notion de XXX ds la pensée du prof machin évalué par, dans mon cas rémois, un pharmacien. Là, le directeur d'UFR pourrait intervenir ou un collègue de type

commission de spécialistes pour auditionner les collègues qui présenteraient leurs travaux.

faut aussi dire qu'avec un doctorat 1700 euros pour les MCF c ridicule. Le pauvre type qui se fait recruter à 30 ans dans la fac de ses rêves au hasard à Paris II ne peut même pas en vivre avec le prix des loyers, des transports en commun et de la nourriture il lui reste rien bonjour la fondation d'une famille.

Par **Murphys**, le **12/02/2009** à **22:18**

Peux-t-on qualifier une simple note de jurisprudence comme une publication? Ça ferait marrer beaucoup de monde. D'autant plus que ça apporte rarement. A part les chroniques de 15 pages que personne ne lit ou presque (le fait qu'on y retrouve souvent un résumé n'aide pas).

Par **kaptainkarott**, le **12/02/2009** à **22:49**

[quote="Murphys":2srz2hsc]Peux-t-on qualifier une simple note de jurisprudence comme une publication? Ça ferait marrer beaucoup de monde. D'autant plus que ça apporte rarement. A part les chroniques de 15 pages que personne ne lit ou presque (le fait qu'on y retrouve souvent un résumé n'aide pas).[/quote:2srz2hsc]

certes un commentaire d'arrêt français en trois pages non.

mais je pensais aux commentaires sérieux d'arrêts de droit de l'Union (15 à 30 pages en moyennes par arrêt) ou de droit international .

Par **akhela**, le **13/02/2009** à **08:58**

ce mouvement ça en devient lassant à la fin, j'appelle même plus ça du corporatisme, pour moi ce n'est qu'un réflexe pavlovien aux mots "réforme" "modernisation" ... c'en est devenu tellement systématique ...

Par **Murphys**, le **13/02/2009** à **10:03**

Le problème est dans la notion de "réforme" et de "modernisation".

Une réforme n'est-elle pas faite pour améliorer la vie de tout les jours, donner plus de droit aux citoyens, apporter des acquis sociaux.

La modernisation implique-t-elle un retour à la logique des Chicago Boys pourtant démonté par la crise actuelle?

Je parle pas spécialement de la réforme des universités...quoique, dans l'esprit des umpistes, et de l'union, l'éducation est une marchandise comme une autre, alors il faut privatiser, et les

"réformes" vont en ce sens.

Y'a probablement trop de gueux dans l'enseignement supérieur.

Par **akhela**, le **13/02/2009** à **12:47**

le privé dans une unif y a qu'en France que ça fait hurler.

Sinon en France, les universités sont largement sous-financées: d'abord parce que justement elles n'ont aucun financement privé, mais encore parce que l'Etat français est un de ceux qui finance le moins ses universités (le 22ème de l'OCDE). Mais les mouvements à répétition n'ont qu'un seul effet en France : conforter l'idée qu'il ne faut surtout pas aller à l'université.

Par **Camille**, le **13/02/2009** à **17:01**

Bonjour,

[quote="bob":x0pv8y4j]Je suis d'accord pour dire que certains

[b:x0pv8y4j][u:x0pv8y4j]chercheurs[/u:x0pv8y4j][b:x0pv8y4j] se tournent les pouces mais j'ai la faiblesse de pensée que c'est une minorité.

Ensuite, l'activité administrative c'est la présence aux CA, CS, CEVU et autres comités (donc la fac est très friande), c'est [b:x0pv8y4j][u:x0pv8y4j]la correction des copies, le suivi des étudiants en M2 ou en thèse[/u:x0pv8y4j][b:x0pv8y4j], la paperasserie lorsqu'on est directeur de diplôme, la recherche de financement et je pense que j'en oublie. Tout ça pour dire qu'un EC ne fait pas soit de la recherche soit de l'enseignement.

[/quote:x0pv8y4j]

Un chercheur, ça corrige des copies ? Vous voulez parler d'un enseignant, là.

Une fois de plus, j'ai l'impression qu'on s'arrange pour créer un joyeux amalgame pour faire croire que les chercheurs sont submergés de boulot par la paperasserie administrative et le reste.

Comme si ce n'était pas le cas dans d'autres professions, flics, ingénieurs, médecins, etc...

Un EC se partage entre deux fonctions qui ont chacune leurs avantages et leurs inconvénients, comme d'autres professions. Je n'arrive donc toujours pas à voir la spécificité de celle-là qui la rendrait plus insupportable que les autres.

Que les enseignants, les chercheurs et les enseignants chercheurs aillent bosser une dizaine d'années dans l'industrie ou dans une "société civile privée" pour qu'ils voient un peu comme ça se passe dans le monde du travail...

Par **Camille**, le **13/02/2009** à **17:06**

Bonjour,

[quote="Yn":3rq5k0nu]

Sans oublier les diverses la paperasserie administrative pour ceux qui sont chargés de la direction ou de la coordination de labo de recherche, des audits qualités, des rapports à rendre, l'organisation des colloques, etc. Mais surtout, il faut souligner que la plus part de ces tâches sont accomplies bénévolement.

[/quote:3rq5k0nu]

Comment ça, "bénévolement" ? Vous voulez dire "tâches incluses dans leurs salaires". Les enseignants et les chercheurs ne sont pas payés à la tâche, que je sache et le boulot d'un enseignant n'est pas que d'administrer un cours magistral. D'ailleurs, si je ne fais pas erreur, ils n'y passent pas 35 heures par semaine ?

Le reste du temps, il est prévu qu'ils fassent quoi ?

Par **Camille**, le **13/02/2009** à **17:11**

Bonjour,

[quote="akhela":6ira38yf]

Non, le problème vient du fait qu'ils ne sont plus assez bien payés mais je ne sais pas trop pourquoi, ils ne revendiquent pas cela ouvertement.[/quote:6ira38yf]

Par rapport à qui et par rapport à quoi ?

Un boulot où on a au moins trois mois de congés par an ? Moi, je n'en connais pas d'autre.

Par rapport à d'autres universités dans des pays avoisinants ? J'en connais où ils sont beaucoup plus mal payés et pourtant plus efficaces...

Donc, je veux bien comprendre que les chercheurs et les enseignants ne sont pas les mieux lotis mais comparons des situations comparables.

Par **doui**, le **13/02/2009** à **17:25**

Comparé au niveau d'études, à la sélectivité du métier et aux autres opportunités qu'ils auraient pu avoir.

Moi ça me désole que nos meilleurs cerveaux (souvent après les meilleures écoles d'ingénieur) partent faire joujou avec les cours de la bourse, alors qu'ils seraient bien plus utiles à servir la science (et en faire leur joie). Et si par extraordinaire ils ont choisi la voie de la recherche, encore une fois les meilleurs seront recrutés à l'étranger, si bien que l'on supporte le coût de la formation, mais on n'en tire aucun bénéfice.

Pareil pour les activités d'enseignement, il ne faut pas que ceux qui pourraient avoir la vocation en soient détournés pour des questions d'argent.

Par **akhela**, le **13/02/2009** à **23:07**

[quote="Camille":22clbtxr]Bonjour,

[quote="akhela":22clbtxr]

Non, le problème vient du fait qu'ils ne sont plus assez bien payés mais je ne sais pas trop pourquoi, ils ne revendiquent pas cela ouvertement.[/quote:22clbtxr]

Par rapport à qui et par rapport à quoi ?

Un boulot où on a au moins trois mois de congés par an ? Moi, je n'en connais pas d'autre.

Par rapport à d'autres universités dans des pays avoisinants ? J'en connais où ils sont beaucoup plus mal payés et pourtant plus efficaces...

Donc, je veux bien comprendre que les chercheurs et les enseignants ne sont pas les mieux lotis mais comparons des situations comparables.[/quote:22clbtxr]

non ça j'en suis revenu en les côtoyant. Effectivement leur boulot ne s'arrête pas à la porte de l'amphi et ils font beaucoup d'autres choses (publications, colloques, tâches administratives ... tout cela est compris dans le boulot), mais c'est certain qu'à diplôme équivalent, hors activité annexes, ils sont sous-payés (d'où le fait que beaucoup soient avocat à côté ... d'ailleurs je me demande comment ils font dans les autres matières). C'est sans doute là que réside le problème : hors des cours leur activité est difficilement évaluable.

Par contre je pense qu'on peut effectivement facilement faire la baisse de poste annoncé par le gouvernement et si après ça on manque quand même de prof, un intervenant extérieur ça coûte moins cher, c'est tout aussi bon et ça se trouve facilement (bon ça c'est l'expérience de la Belgique qui me le fait dire) ... d'ailleurs en droit ça marche aussi pour la recherche.

Par **Camille**, le **14/02/2009** à **07:20**

Bonjour,

Je serais assez d'accord avec vous deux, mais est-ce qu'on ne tourne pas un peu en rond ? Dans les universités étrangères, si j'ai bien tout compris, l'industrie finance une partie des recherches ce qui permet de verser de meilleurs émoluments, à condition bien sûr de trouver et de trouver quelque chose qui ait une certaine utilité. Sans vouloir transformer l'université en centre de recherches pour le privé, il y aurait peut-être un moyen de "couper la poire en deux". J'ai peur, une fois de plus, qu'on se braque sur des grands principes, ça c'est pour le prétexte, alors qu'il s'agit bien de problèmes de salaires, ça c'est pour la réalité qu'il ne faut pas dire.

Un peu comme les cheminots qui font la grève "pour la défense du service public" mais qui l'arrêtent parce qu'ils touchent deux points d'augmentation.

Ce qui me chagrine un peu aussi dans cette histoire, c'est que l'autre soir au journal télévisé, il y avait le professeur Axel Kahn, que j'admire beaucoup. Si j'ai bien compris son argumentaire, en substance, ça donnait :

1°) Je suis contre ce décret parce que j'ai dit que j'étais pour, mais "on" a répété que j'avais dit que j'étais pour, or je n'aime pas que "on" répète que j'ai dit que j'étais pour, donc je suis contre et il faut le retirer.

2°) Ce décret serait tout à fait acceptable dans sa forme actuelle, mais il aurait dû être présenté comme ça dès le premier coup, donc je suis contre et il faut le retirer.

Si c'est bien ce que j'en comprends, m'a un peu déçu, le professeur...
(Mais p'têt que je n'ai pas tout bien compris, hein !)

P.S. : de par ma formation, mes réflexions portent surtout sur les domaines techniques ou scientifiques (et j'ai un peu de mal à imaginer un laboratoire de recherche en Droit).

Par **akhela**, le **14/02/2009** à **08:57**

[quote="Camille":1n6j4f4h]Bonjour,

Je serais assez d'accord avec vous deux, mais est-ce qu'on ne tourne pas un peu en rond ? Dans les universités étrangères, si j'ai bien tout compris, l'industrie finance une partie des recherches ce qui permet de verser de meilleurs émoluments, à condition bien sûr de trouver et de trouver quelque chose qui ait une certaine utilité. Sans vouloir transformer l'université en centre de recherches pour le privé, il y aurait peut-être un moyen de "couper la poire en deux". J'ai peur, une fois de plus, qu'on se braque sur des grands principes, ça c'est pour le prétexte, alors qu'il s'agit bien de problèmes de salaires, ça c'est pour la réalité qu'il ne faut pas dire.

Un peu comme les cheminots qui font la grève "pour la défense du service public" mais qui l'arrêtent parce qu'ils touché deux points d'augmentation.

[/quote:1n6j4f4h]

L'idée que le privé ne finance les université qu'à condition que la recherche la concerne est un mythe franco-français. Harvard est financé en masse par le privé et c'est la faculté de droit la plus réputé au monde, idem pour Yale et Oxford avec la littérature. Certes le privé rajoute du financement pour les projets qui l'intéresse, mais il finance globalement. Pourquoi? parce que c'est fiscalement intéressant et qu'il y a un sentiment d'appartenance à une communauté (le réseau d'anciens). C'est comme ça que fonctionne les grandes écoles et les IEP en France. Mais dès qu'on parle de réseau d'anciens à l'université française, ça ne marche pas. Pourquoi? Officiellement parce que les promos des universités sont trop grosses pour avoir un sentiment d'unité et de cohésion. C'est faux et archi faux, les universités anglo-saxonnes et même, plus proche des nous, belges y arrivent très bien. La première chose qui alimente ces réseaux d'anciens c'est le folklore : le système grec aux US, la penne ou la calote en Belgique, les associations en générale dans toutes les universités et en France en particulier dans les grandes écoles. Alors oui c'est vrai que dans les universités le réseau d'anciens ne comprend pas 80% des promos comme dans les grandes écoles mais on a de plus grande promo (même si c'est de moins en moins vrai, les grandes écoles ont de plus en plus souvent des promos de 400 étudiants). Le problème des universités françaises c'est cette envie de tuer tout sentiment de cohésion car l'idéologie de gauche le réprouve fortement (le comportement contraire est une chose que l'on portera à l'actif du doyen Zimmer et de Maulin qui avait eu cette envie de développer un réseau d'ancien).

Soutenir le folklore peut paraître stupide (ça coute cher, c'est souvent très trash) mais finalement quand on regarde en Belgique les anciens sont composés en immense majorité de baptisé (même parmi les jeunes anciens - génération où il y a moins de baptisé) et aux USA, l'immense majorité du système grec se retrouve chez les anciens (en proportion beaucoup plus grande que les étudiants qui ne faisaient parti d'aucune organisation/association).

Alors oui, les anciens c'est du copinage (tout sauf de la concurrence libre et non faussé) mais la fac en sort gagnante.

L'avenir des universités françaises passera par un soutien massif aux corpo et à la faluche. C'est d'ailleurs pourquoi les universités françaises n'ont aucun avenir et qu'elles continueront à descendre dans les classements internationaux et dans l'estime de la population, mai 68 et ses retombées ont fait trop de dégâts, les corpo et le folklore sont devenus complètement amorphe.

Par **Christine**, le **14/02/2009** à **10:32**

Je trouve ce débat très intéressant et les points de vue aussi.

[quote="akhela":2wyvlkc8]Le problème des universités françaises c'est cette envie de tuer tout sentiment de cohésion car l'idéologie de gauche le réprouve fortement (le comportement contraire est une chose que l'on portera à l'actif du doyen Zimmer et de Maulin qui avait eu cette envie de développer un réseau d'ancien).

./[/quote:2wyvlkc8]

Questions purement curieuses, pour essayer de mieux comprendre le débat :

- qui tue actuellement (ou a tué) ce "sentiment de cohésion" des étudiants ?
- pourquoi les étudiants ne reforment-ils pas cette cohésion ? (par association, élection de représentant ou je ne sais quoi...) La cohésion doit-elle être décrétée et imposée "d'en haut" ? par qui ?

Par **Murphys**, le **14/02/2009** à **12:27**

[quote:2j4k7v21]le privé dans une unif y a qu'en France que ça fait hurler. [/quote:2j4k7v21]

Ne me faits pas dire ce que je n'ai pas dit.

Bien évidemment qu'il faut des connexions unif-privé. Mais privatiser l'université c'est autre chose. Je sais très bien que dans ma situation financière, jamais je n'aurais pu obtenir de prêt pour étudier dans une fac a 50.000 dollars par an. Et privatiser une fac, c'est ça que ça veut dire, une sélection par l'argent, et on distribue une bourse ici et là pour faire sympa.

Par **akhela**, le **14/02/2009** à **13:35**

[quote="Murphys":9v8us0hl][quote:9v8us0hl]le privé dans une unif y a qu'en France que ça fait hurler. [/quote:9v8us0hl]

Ne me faits pas dire ce que je n'ai pas dit.

Bien évidemment qu'il faut des connexions unif-privé. Mais privatiser l'université c'est autre chose. Je sais très bien que dans ma situation financière, jamais je n'aurais pu obtenir de prêt pour étudier dans une fac a 50.000 dollars par an. Et privatiser une fac, c'est ça que ça veut dire, une sélection par l'argent, et on distribue une bourse ici et là pour faire sympa. [/quote:9v8us0hl]

non ça c'est encore faux, par contre la sélection se fait par les résultats beaucoup plus tôt, mais je t'assure qu'on prête sans problème aux USA. Après reste le problème des débouchées : dans les systèmes anglo-saxons on commence toujours en bas de l'échelle et on monte au mérite, pas au diplôme (l'exact inverse de la France), donc au final les meilleurs y arrivent facilement. C'est darwinien comme système. En France, on passe une fois un concours (généralement au plus tard à 20 ans) et après la vie est belle, le mérite intervient peu et surtout beaucoup plus tard (c'est d'ailleurs le paradoxe de science Po Paris qui est l'exemple même de l'inégalité républicaine mais qu'on présente comme exemple de l'égalité républicaine parce qu'ils vont chercher des jeunes de banlieu). Il faut réaliser que dans un système anglo-saxon le banquier et les fondations regardent le potentiel du candidat. Après

c'est tout le système de surdiplomisation français qui est remis en cause.

Par **akhela**, le **14/02/2009** à **13:58**

[quote="Christine":26nt1q11]Je trouve ce débat très intéressant et les points de vue aussi.

[quote="akhela":26nt1q11]Le problème des universités françaises c'est cette envie de tuer tout sentiment de cohésion car l'idéologie de gauche le réprouve fortement (le comportement contraire est une chose que l'on portera à l'actif du doyen Zimmer et de Maulin qui avait eu cette envie de développer un réseau d'ancien).

./[quote:26nt1q11]

Questions purement curieuses, pour essayer de mieux comprendre le débat :

- qui tue actuellement (ou a tué) ce "sentiment de cohésion" des étudiants ?
- pourquoi les étudiants ne reforment-ils pas cette cohésion ? (par association, élection de représentant ou je ne sais quoi...) La cohésion doit-elle être décrétée et imposée "d'en haut" ? par qui ?[/quote:26nt1q11]

Qui a tué la cohésion? Plusieurs facteurs, il n'y a pas de coupable unique.

- la massification des études et la surdiplomisation de la France : depuis 30 ans c'est le programme politique "80% d'une classe d'âge au bac" (qui est un diplôme universitaire il faut le rappeler) ... c'est une grosse connerie, il n'y aucune honte à ne pas faire de métier manuel et on en a besoin dans l'économie. En outre, pour atteindre un tel score on a constamment baissé le niveau (quoiqu'en dise les profs, l'exemple type a été l'année du CPE qui a explosé tous les score de réussite alors que les lycées fonctionnaient au ralenti).
- l'idéologie trotskiste issu de mai 68 et qui est revendiqué par l'UNEF, SUD et la FSE. Toutes ces organisations militent contre ce sentiment de cohésion (interdiction des soirées étudiantes, fermetures des K'fet, interdiction des week end d'intégrations ...)
- les CROUS : alors eux c'est le pompon, car ils sont responsable du culturaction et le dilapide en subventionnant des évènements qui ne sont pas à destination des étudiants (j'ai vu les scouts passé au culturaction).

Pourquoi les étudiants ne reforment-ils pas ce sentiment de cohésion? Une fois perdu c'est dur de revenir en arrière. Peu de personnes en ressentent le besoin en arrivant à la fac et il faut soutenir l'action longtemps pour que ça prenne. Pourquoi Olivier, Mathou et les autres sont toujours aux commandes 5 ans après? Murphy : le Bureau des Arts de la faculté de droit existe-t-il toujours? Des asso comme l'AED et l'AFGES à Strasbourg ont 80 ans, elles roulent toute seule. Faire tourner une asso ça demande du temps (en plus de la famille et des cours) et de la main d'œuvre. Une asso comme Juristudiant ou la corpo de ta fac peut tourner simplement avec 3 à 5 personnes, mais avec un tel effectif on fait juste de la gestion courante des tout petit truc. Pourquoi l'UNEF ne prend pas sur Strasbourg? ils sont 15, les asso sont 200 et s'entre-aident. Faire de l'associatif, du folklore, de l'humain ... c'est ingrat au possible : tu es insultés, méprisés ... ce qui fait aussi que bien souvent ces personnes restent entre elles, tout comme les syndicats d'ailleurs.

Non relancer la machine n'est pas facile et il faut le soutient des universités et l'idéal, c'est le regroupement des logements étudiants (type Louvain-la-Neuve) car le fait de vivre ensemble même après les cours aide beaucoup (les grandes écoles ont leurs propres résidences).

Par **Christine**, le 14/02/2009 à 16:11

[quote="akhela":2iq0458y] - la massification des études et la surdiplomisation de la France : depuis 30 ans c'est le programme politique "80% d'une classe d'âge au bac" (qui est un diplôme universitaire il faut le rappeler) ... c'est une grosse connerie, il n'y aucune honte à ne pas faire de métier manuel et on en a besoin dans l'économie. En outre, pour atteindre un tel score on a constamment baissé le niveau (quoiqu'en dise les profs, l'exemple type a été l'année du CPE qui a explosé tous les score de réussite alors que les lycées fonctionnaient au ralenti).
).[/quote:2iq0458y]

Alors là, comme on dit, tu prêches une convertie ! Mais est-il possible de changer la donne ? Les parents, [i:2iq0458y]qui sont des électeurs[/i:2iq0458y], sont ravis que leurs enfants aient tous le Bac !

De ce côté là, aucune réforme ne semble être possible... parce qu'il n'y aura aucune adhésion, ni à gauche, ni à droite. Il suffit de voir Luc Ferry, l'ancien ministre de l'éducation nationale de Chirac, qui hurlait l'autre dimanche soir dans l'émission de M6 sur l'école. Pour lui, le bac est très difficile, els exercices tous excellents et les bacheliers à la hauteur des grandes exigences...

Alors, la fameuse "baisse du niveau" semble être une vilaine rumeur...

[quote="akhela":2iq0458y] - les CROUS : alors eux c'est le pompon, car ils sont responsable du culturaction et le dilapide en subventionnant des évènements qui ne sont pas à destination des étudiants (j'ai vu les scouts passé au culturaction).

).[/quote:2iq0458y]

Question super bête mais je n'y connais rien : à quoi sert exactement un CROUS ? QUI les finance ? Pour moi, c'est un ovni.

[quote="akhela":2iq0458y] Pourquoi les étudiants ne reforment-ils pas ce sentiment de cohésion? Une fois perdu c'est dur de revenir en arrière. Peu de personnes en ressentent le besoin en arrivant à la fac

[...]

Faire de l'associatif, du folklore, de l'humain ... c'est ingrat au possible : tu es insultés, méprisés ... ce qui fait aussi que bien souvent ces personnes restent entre elles, tout comme les syndicats d'ailleurs.

).[/quote:2iq0458y]

Faut-il sauver les étudiants contre leur gré, et malgré eux ? C'est sûr que l'individualisme domine.

Anecdote: je me souviens d'un prof qui avait dit à un groupe d'étudiants qui se plaignaient, à la pause (dans l'amphi), de l'organisation du semestre (problème de choix d'option...), de faire une requête officielle pour que cela soit changé par l'administration. Réponse des étudiants dans l'amphi : "non, inutile, si l'administration change quelque chose, ce sera pour l'année prochaine et nous, on en a rien à faire parce que l'année prochaine, on ne sera plus là".

J'avoue que j'étais sidérée ! Comme le dit l'adage populaire : "[i:2iq0458y]après moi, le

déluge[/i:2iq0458y]".

:roll:

Image not found or type unknown

Donc, question : tout est foutu ? L'université est-elle en train de couler ?

Par **fan**, le 14/02/2009 à 16:35

[quote="Katharina":3hfarmu2]Voilà qui va peut être un peu calmer le mouvement :

<http://www.lemonde.fr/politique/article ... 23448.html>

Personnellement ça m'arrangerait car certains profs disent qu'ils ne comptent pas rattraper, et qu'on sera interrogé seulement sur ce qu'on a vu en cours, le hic c'est que ça me fera arriver en master avec des lacunes à combler.

PS : j'ai sélectionné " quel beau métier professeur ! "

Déjà que tout ce que j'entendais de mes profs me démotivait pour partir en recherche, cela ne

fait que me conforter dans l'idée d'un master pro [quote:3hfarmu2]

et nous sommes interrogés sur ce que l'on n'a pas vu en cours mais seulement en TD.

Par **doui**, le 14/02/2009 à 16:42

:roll:

On a déjà eu le débat (houleux) sur la valeur du bac, lancé par toi même Christine

<http://forum.juristudiant.com/viewtopic ... ght=#63846>

Le problème c'est pas le bac, c'est la (l'absence de) sélection à l'université.

Essayez de pas trop dévier, bon là ça parle encore de l'université, mais faudrait pas que ça tourne comme les AG étudiantes infiltrées par les Trotskiste où ça finit par appeler à la Révolution anarchique ...

Aujourd'hui le gouvernement semblent prêts à rediscuter largement le décret (nomination d'un médiateur, commission de travail à l'assemblée nationale, dépêche de Tsarkozy ...).

Faut il lâcher du lest ou renforcer la mobilisation ?

En parallèle, le ministre de l'Education National, Xavier Darcos, a jugé intelligent de faire des déclarations incendiaires sur la mastérisation, déclarant en gros qu'il pouvait se passer des

universités pour préparer aux concours.

Par **Murphys**, le **14/02/2009** à **17:09**

[quote="akhela":1n3pnatt][quote="Murphys":1n3pnatt][quote:1n3pnatt]le privé dans une unif y a qu'en France que ça fait hurler. [/quote:1n3pnatt]

Ne me faits pas dire ce que je n'ai pas dit.

Bien évidemment qu'il faut des connexions unif-privé. Mais privatiser l'université c'est autre chose. Je sais très bien que dans ma situation financière, jamais je n'aurais pu obtenir de prêt pour étudier dans une fac a 50.000 dollars par an. Et privatiser une fac, c'est ça que ça veut dire, une sélection par l'argent, et on distribue une bourse ici et là pour faire sympa.[/quote:1n3pnatt]

non ça c'est encore faux, par contre la sélection se fait par les résultats beaucoup plus tôt, mais je t'assure qu'on prête sans problème aux USA. Après reste le problème des débouchées : dans les systèmes anglo-saxons on commence toujours en bas de l'échelle et on monte au mérite, pas au diplôme (l'exact inverse de la France), donc au final les meilleurs y arrivent facilement. C'est darwinien comme système. En France, on passe une fois un concours (généralement au plus tard à 20 ans) et après la vie est belle, le mérite intervient peu et surtout beaucoup plus tard (c'est d'ailleurs le paradoxe de science Po Paris qui est l'exemple même de l'inégalité républicaine mais qu'on présente comme exemple de l'égalité républicaine parce qu'ils vont chercher des jeunes de banlieu). Il faut réaliser que dans un système anglo-saxon le banquier et les fondations regardent le potentiel du candidat. Après c'est tout le système de surdiplomisation français qui est remis en cause.[/quote:1n3pnatt]

Je parle de bourse pas de banquier. Mais une chose est claire, je n'ai pas envi d'être dans une société, où la préoccupation majeure face à un gosse qui est encore dans le ventre de sa mère, c'est de savoir combien il faudra économiser sur le salaire pour qu'il puisse aller en fac un jour.

Pas non plus envi qu'il travaille les 50 premières années de sa vie professionnelle pour les banquiers. Parce que dans la vie, y'a pas que les études qu'il faut payer.

Après c'est vrai qu'en fac de droit, la grande majorité des autochtones n'aura jamais le moindre problème si on augmentait les tarifs.

Par **akhela**, le **14/02/2009** à **18:32**

@ Doui : sur la sélection à l'entrée de l'université : mais le bac c'est cette sélection car c'est le diplôme universitaire qui permet d'y rentrer (si on ne l'a pas on doit faire une capacité).

@ Murphy : aux US un système de bourse existe, mais sur critère universitaire essentiellement. Qui plus est on est très loin des 50 000€ par an (qui ne concernent que les grandes unif type Ivy League mais alors t'inquiète pas qu'avec les boulots que tu auras tu les rembourseras en moins de 10 ans). Toutefois ce système rentre en opposition avec le dogme SUD "on va a l'unif pour la culture gé pas pour trouver un boulot" et en plus ça remet en

cause le principe français que pour exercer une fonction subalterne il faut avoir plein de diplôme (combien de fonctionnaires catégorie B ont plus que la licence requise?).

Par **doui**, le **14/02/2009** à **18:51**

@Akhela

ben justement ce que je proposais dans le topic précité, c'est de garder un bac "facile", mais de remettre en cause le principe :
bac = accès de droit à l'université.

Par **dr_85**, le **16/02/2009** à **10:20**

Pour ma part, je considère que le décret est dévalorisant pour les enseignants chercheurs...Le fait de leur attribuer plus d'heures de cours s'ils ne font pas de recherche peut être presque considéré comme une punition. Genre méchant enseignant t'as pas fait de recherche alors tu vas devoir enseigner plus. Je vois pas la logique. De plus, c'est pénalisant pour les étudiants ben oui si l'enseignant ne fait pas de recherche ou très peu alors il forme de mauvais étudiants. Après c'est mon avis.

C'est quand même bizarre que le travail des enseignants chercheurs soit évalué par des

professeurs d maths ou bio qui bien sûr sont très fort en droit Image not found: type unknown

Par **x-ray**, le **16/02/2009** à **11:26**

Salut,

Je viens de lire l'intégralité du sujet, et le moins qu'on puisse dire, c'est que nous nous en sommes éloignés. Sans revenir au coeur du sujet, je voudrais répondre au mythe de l'université américaine.

Je viens de lire "Comprendre les Etats-Unis aujourd'hui, d'A. Kaspri (LE spécialiste de l'histoire US en France) et "Faut-il sauver les grandes écoles ?" de Wertz, l'ancien directeur de Centrale.

J'en tire qu'il ne faut pas se leurrer : Harvard, Yale, etc... ce sont les arbres qui cachent la forêt. Pour 5 ou 6 Universités prestigieuses, combien d'universités d'Etat pourries, au diplôme sans consistance ? Les réseaux d'anciens, ça ne marche qu'au sein de l'élite, ce qui est aussi le cas en France !! Pour le reste, les financements privés, et surtout la gestion "privée" de ces Universités nous montrent aujourd'hui aussi leurs limites : Les Universités US ont perdu 40 % (!! source Le Monde) de leurs revenus cette année, car leur trésorerie était placée en bourse...

Sur la réforme, et pour répondre à Camille, ce que disait Kahn, c'est que lorsqu'on veut réformer un métier, on ne commence pas par dire à ceux qui l'exercent que ce sont des "médiocres", ou encore qu'on les remercie d'être venu voir DIEU parce qu'il y a de la lumière

et que c'est chauffé...!

C'est l'éternel débat sur la fonction publique en France : il n'y a en son sein que des idiots surpayés, et paresseux de surcroît. Bien. Et ensuite, on demande aux gens de se remotiver ? Conception bizarre du management...

Alors bien sûr, il faut réformer. Supprimons les grandes écoles, ou du moins, intégrons les à l'Université. Brisons les chapelles où les petits mandarins se cooptent en permanence, fermons les petites universités qui coûtent cher sans donner de réelles chances à ceux qui les fréquentent, revalorisons le job de prof, de la maternelle au supérieur (financièrement et moralement), donnons de vrais locaux aux enseignants en les obligeant à y être présent, en les obligeant à être joignable (cf Akhela sur la Belgique), cessons de mater les étudiants pour en faire des personnes responsables (moins de travaux "surveillés", plus de productions de fond), faisons entrer le privé dans le financement des universités, en garantissant l'indépendance de la recherche de toute pression (via une taxe professionnelle universitaire ??? Non, je blague...), donnons de vrais bourses à ceux qui les méritent, sélectionnons s'il le faut, en créant d'autres voies moins sélectives pour ceux qui seront exclus...seul moyen de recréer une échelle de diplôme ayant un sens sur le marché de l'emploi. Et cessons de vouloir évaluer, quantifier, chiffrer ce qui ne peut pas toujours l'être.

Pourquoi pas ? Pourquoi ne pas tenter autre chose, réellement, puisqu'il faut en convenir, le système ne fonctionne pas bien ? Mais pour ça, il faut cesser d'opposer les uns aux autres : ceux qui travaillent (le privé, bien sûr) à ceux qui ne foutent soi-disant rien (le public bien sûr), ceux qui "savent" (le public bien sûr) à "ceux qui ne comprennent rien" (le privé bien sûr)...ceux qui rentrent parcequ'il y a de la lumière et qu'il fait chaud, et ceux qui triment par goût de l'effort

Je suis fonctionnaire, mais amis bossent quasiment tous dans le privé. Je travaille dans un secteur où la réglementation EUROPEENNE (j'y tiens) limite mon temps de travail à 36 h:semaine, avec une moyenne de 32. Je gagne 60% de ce que gagne un Allemand qui fait la même chose que moi sous statut privé, soumis à la même réglementation. Je ne travaille pas moins que lui, je suis soumis à des obligations personnelles permanentes (rester en bonne, en très bonne santé, ce qui exclut tout excès, par ex) et professionnelles continues (garder un niveau d'anglais élevé, me former de manière continue, preuve à l'appui...)...Mais je suis fonctionnaire, alors on me dit souvent que j'ai la belle vie. Presque celle d'un prof !!! Y'a un moment où il faut arrêter de prendre les gens pour des c\$\$\$\$, et je pense que c'est ce que doivent ressentir les enseignants-chercheurs...Surtout quand l'insulte vient de la tête de l'Etat. C'est tout simplement inadmissible. Comme le sous-entendait Axel Kahn...

Par **Camille**, le **16/02/2009** à **11:59**

Bonjour,

[quote="dr_85":1k60wtv8]Pour ma part, je considère que le décret est dévalorisant pour les enseignants chercheurs...Le fait de leur attribuer plus d'heures de cours s'ils ne font pas de recherche peut être presque considéré comme une punition.Genre méchant enseignant t'as pas fait de recherche alors tu vas devoir enseigner plus.Je vois pas la logique.

[/quote:1k60wtv8]

D'un autre côté, on peut aussi en déduire qu'il a beaucoup de temps de libre, qu'il n'est pas

payé à ne rien faire, d'autant que c'est par des deniers publics qu'il est payé même si c'est "pas assez", et qu'on peut peut-être occuper son temps à des tâches plus intéressantes que d'aller jouer au tennis. Or, le rôle premier d'une université n'est-il pas d'enseigner ? Pour moi, ce n'est pas forcément illogique. Un "[u:1k60wtv8][b:1k60wtv8]enseignant[/b:1k60wtv8][/u:1k60wtv8]-chercheur" qui considère qu'enseigner serait une punition ???
:shock:

Effarant... Image not found or type unknown

[quote="dr_85":1k60wtv8]
C'est quand même bizarre que le travail des enseignants chercheurs soit évalué par des
:roll: :shock:

professeurs d maths ou bio qui bien sûr sont très fort en droit Image not found or type unknown

./[quote:1k60wtv8]
Parce qu'il n'y a d'enseignants-chercheurs qu'en droit ?

Allez donc dans une boîte privée et vous allez voir si votre patron n'est pas capable d'évaluer votre travail de chercheur au centre de R&D, même s'il n'est pas un technicien de votre domaine si vous n'avez rien "sorti" de toute l'année... ça va être vite vu...
:roll:

Image not found or type unknown

Par **Camille**, le **16/02/2009** à **12:23**

Bonjour,

[quote="x-ray":3tho4i0r]

Sur la réforme, et pour répondre à Camille, ce que disait Kahn, c'est que lorsqu'on veut réformer un métier, on ne commence pas par dire à ceux qui l'exercent que ce sont des "médiocres", ou encore qu'on les remercie d'être venu voir DIEU parce qu'il y a de la lumière et que c'est chauffé...!

...

Y'a un moment où il faut arrêter de prendre les gens pour des c\$\$\$\$, et je pense que c'est ce que doivent ressentir les enseignants-chercheurs...Surtout quand l'insulte vient de la tête de l'Etat. C'est tout simplement inadmissible. Comme le sous-entendait Axel Kahn...[/quote:3tho4i0r]

Oui, mais est-ce bien ce qu'il a dit ou n'est-ce pas plutôt ce qu'on lui fait dire ?

Dire qu'en France, la recherche va mal, que nos chercheurs sont globalement moins compétitifs qu'ailleurs et qu'il faut la réformer ne veut pas dire automatiquement qu'on prend tous les chercheurs pour des c...s ou des cossards.

J'ai un peu l'impression que tout ça a été un peu "monté en épingle" ou "en choucroûte", comme on veut, parce que ça en arrangeait certains, d'autant plus que tout le monde dit "Sarko a dit", alors que son discours n'est pas le résultat de sa simple réflexion personnelle tout seul dans sa p'tite chambrette le soir, et c'est ça le plus drôle : il y a tout un bataillon de

fonctionnaires et de hauts fonctionnaires qui ont concocté un rapport (ou des) d'état des lieux à partir duquel (desquels) on en tire des conséquences.

Or, on ne remet pas le rapport lui-même en cause mais les discours sur les conséquences en prétendant qu'elles sont basées sur des contre-vérités. Or, elles sont bien sorties du(des) rapport(s).

Ce n'est pas simplement une "lubie à la Sarko".

Et, petit rappel, ce n'est pas la première réforme qui capote. Traduction en clair : à chaque fois, on trouve un "[i:3tho4i0r]bon[/i:3tho4i0r]" motif pour qu'elle capote.

Et ici, c'est encore plus clair "la réforme, telle que présentée maintenant ne serait pas inacceptable, mais comme Sarko nous a insulté, on n'en veut pas..."

Euh... juste une question... à supposer que Péresse retire son projet, on fait quoi après ? On en re-pond un identique ou presque ?

Plus question de réforme jusqu'à un nouveau gouvernement/Président de la République différent(s) ?

Par Yn, le **16/02/2009** à **12:25**

Bonjour,

Je pense qu'il faut arrêter de systématiser la dichotomie entre recherche et enseignement. La recherche permet aux profs de compléter, actualiser, approfondir, etc. leur cours et leur maîtrise des sujets sur lesquels ils se penchent. De plus, comme j'ai l'impression de lire souvent dans ce topic, la recherche n'est pas forcément quelque chose de quantifiable (cf. ce qu'à dit [i:2xyqn0bj]x-ray[/i:2xyqn0bj] sur le sujet).

La recherche ne fonctionne pas sur le principe "je me mets deux heures à plancher sur tel sujet ou telle expérience pour essayer d'en dégager quelque chose". Mes deux parents sont enseignants-chercheurs et leur temps d'enseignement n'est pas la chose dominante (ils sont à 128 heures CM par an, calculez, ça vous donne environ du 6 heures de cours par semaine) mais à côté de ça leurs activités de recherche, de direction, d'audit qualité des labos ou des centres, les suivis de mémoire et/ou thèse prennent [i:2xyqn0bj]beaucoup[/i:2xyqn0bj] de temps (surtout que certaines d'entre elles sont effectuées sans rémunération).

De plus, pour répondre à ce que disait [i:2xyqn0bj]Camille[/i:2xyqn0bj], certains objets de recherche prennent plusieurs années à aboutir sur quelque chose de concret, et donc, à ce titre, l'évaluation annuelle ou quadriennale n'est sûrement pas une chose souhaitable. Ajouter des heures d'enseignement ne changera donc pas le problème, et pénalisera même certains enseignants mais aussi les étudiants.

Enfin, j'ai pu constater que la majorité des profs ne sont pas contre le fait de réformer le système qui ne fonctionne pas de manière optimale mais que le projet de réforme actuel ne répond aucunement à leur attente.

Par **Camille**, le **16/02/2009** à **12:32**

Re,

[quote="x-ray":23dsa04z]

Je suis fonctionnaire, mais amis bossent quasiment tous dans le privé. Je travaille dans un secteur où la réglementation EUROPEENNE (j'y tiens) limite mon temps de travail à 36 h:semaine, avec une moyenne de 32. Je gagne 60% de ce que gagne un Allemand qui fait la même chose que moi sous statut privé, soumis à la même réglementation. Je ne travaille pas moins que lui, je suis soumis à des obligations personnelles permanentes (rester en bonne, en très bonne santé, ce qui exclut tout excès, par ex) et professionnelles continues (garder un niveau d'anglais élevé, me former de manière continue, preuve à l'appui...)...

[/quote:23dsa04z]

Petite remarque, en passant...

Justement ! Comment ça se passe dans les universités allemandes ?

Mais il faut aussi comparer des choses comparables, comme par exemple, de savoir combien le patron de cet Allemand doit sortir pour lui verser ce salaire et ce qu'un patron français aurait à sortir pour un homologue français pour le même travail...

Là aussi, il y aurait comme qui dirait un léger problème...

Par **doui**, le **16/02/2009** à **12:39**

Moi ce qui me gêne c'est que les EC ont affirmés qu'ils n'étaient pas contre le principe de l'évaluation, mais que les conditions du décret ne leurs plaisaient pas ...

Aujourd'hui le gouvernement est prêt à renégocier les critères d'évaluation, mais les EC préfèrent le clash ...

Par **x-ray**, le **16/02/2009** à **13:01**

Je tiens à être clair. Je suis pour une réforme. Je ne me prononce pas sur CETTE réforme, car je n'en connais que ce que la presse en dit. Donc pas suffisamment pour prendre partie. Mais la manière n'y est pas. J'ai regardé le discours de Sarko, et j'ai bien entendu ce qu'il a dit, pas "ce qu'on lui a fait dire". Il a été maladroit, c'est certain. D'autant que la part de la recherche française dans la recherche mondiale n'a pas changé (5ème rang de ce que j'ai lu cette semaine). Le nombre de publication a augmenté en volume depuis 2000, mais baissé en proportion suite à l'arrivée de nouveaux pays sur le "marché" (Chine et Brésil)...La place de notre recherche est donc conforme à notre rang mondial (5ème pour le PIB en 2008, 11ème IDH, contre 21ème pour le formidable exemple qu'est la Grande Bretagne !!).

Pas de quoi péter un plomb parce que les Anglais ont publié 50% de plus que nous sur les 10 dernières années. Je cite les Echos : "En nombre de citations, paramètre qui mesure l'impact de ces travaux sur la communauté scientifique mondiale, l'écart est de 37 % en faveur des experts d'outre-Manche". Publier 50% de plus et n'être cité qu'un tiers plus souvent, ça laisse peser un certain doute sur la qualité de certains travaux...Non ?

Enfin, vous savez comme moi que l'on fait dire ce que l'on veut aux chiffres.

Enterrer la réforme n'est pas une solution, là aussi je suis d'accord avec vous. Mais réformer "contre" n'aboutira pas non plus.

Par **akhela**, le **16/02/2009** à **17:19**

sur l'exemple anglo-saxon je ne dis pas qu'il faut les copier mais que les idées reçu sur le fait que ce soit Satan tout puissant sont exagéré. Le fait que les études soient plus cher n'empêchent absolument pas l'accès aux études et le financement privé n'est pas la subordination au privé. On peut mixer le système public actuel et le système privé. Pour l'absence de réseau ailleurs que dans les unifs renommées : non le réseau joue également dans les autres (à un niveau moins élevé) et qu'il soit inexistant dans les établissements en bas de l'échelle ne m'étonne pas. Le réseau ne se fait pas qu'entre membre d'une unif mais aussi au travers de la vie étudiante (les divers asso étudiantes et le système grec).

Par **doui**, le **17/02/2009** à **00:04**

Les étudiants entrent dans la danse, appel à la grève totale et reconductible :
<http://www.sauvonslunivsite.com/spip.php?article1858>

Des échos de perturbation dans votre fac ?

Par **Camille**, le **17/02/2009** à **08:29**

Bonjour,

[quote="x-ray":qkr5q1p3]

Enfin, vous savez comme moi que l'on fait dire ce que l'on veut aux chiffres.

[/quote:qkr5q1p3]

Oui, on est bien d'accord.

Mais, dans ce cas, on conteste ces chiffres, ce qui n'a pas l'air d'être le cas, ce qui laisse supposer que, vrais ou faux, les "deux parties en présence" sont d'accord sur ces chiffres.

Et pour moi, perso, l'activité efficace d'une université ne se mesure pas qu'au seul nombre de publications. C'est un "bon indice" parmi d'autres, sans plus, pour mesurer la réputation d'une université.

Par **x-ray**, le **18/02/2009** à **09:12**

[quote="Camille":1c1d3r20]Bonjour,

[quote="x-ray":1c1d3r20]

Enfin, vous savez comme moi que l'on fait dire ce que l'on veut aux chiffres.

[/quote:1c1d3r20]

Oui, on est bien d'accord.

Mais, dans ce cas, on conteste ces chiffres, ce qui n'a pas l'air d'être le cas, ce qui laisse supposer que, vrais ou faux, les "deux parties en présence" sont d'accord sur ces chiffres.

Et pour moi, perso, l'activité efficace d'une université ne se mesure pas qu'au seul nombre de publications. C'est un "bon indice" parmi d'autres, sans plus, pour mesurer la réputation d'une université.[/quote:1c1d3r20]

Entièrement d'accord avec toi...Et c'est aussi tout le problème : d'un côté, on reproche à l'Université de ne pas faire assez de recherche, de l'autre de ne pas suffisamment insérer les diplômés dans le monde professionnel...Ce qui n'est conciliable qu'en passant par des partenariats public-privé. Mais je comprends la crainte des chercheurs d'être soumis à une exigence de résultat trop démesurée si les recherches sont financées par le privé. Et leur crainte de voir la recherche fondamentale dépérir.

Par **Camille**, le **18/02/2009** à **10:30**

Bonjour,

Bien d'accord, mais comment ça se passe dans les autres pays ?

La France "truste-t-elle" les prix Nobel ?

La France a-t-elle la suprématie de la recherche fondamentale en comparaison d'autres pays "sournoisement tombés aux mains rapaces de l'ignoble secteur privé" et dont la recherche fondamentale a "lamentablement dépéri" ?

L'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon ?

Pour la toute petite histoire, dans mon domaine à moi, les principales innovations proviennent de PME allemandes qui ont développé des produits en collaboration avec des universités allemandes, lesquelles restent propriétaires des brevets d'invention (et en tirent des royalties chaque fois que la PME vend un produit).

Et ça pourrait pas marcher en France, ça ?

Par **akhela**, le **18/02/2009** à **12:47**

en fait l'idée que l'université doit former des diplômés prêt à l'emploi est aussi une idée typiquement franco-française (oui à croire qu'en terme d'idée à la con on est champion du monde). Même hors du système anglo-saxon, dans des systèmes tubulaire (càd des systèmes dans lesquels on est inscrit que dans une seule matière) proches du notre (Allemagne, Belgique ...) les universités sont chargées de dispenser une culture générale sur la matière mais ce sont les entreprises qui forment professionnellement les diplômés et ça marche assez bien.

Par **fan**, le **18/02/2009** à **20:21**

[quote="doui":2czawqmf]@Akhela

garder un bac "facile", mais de remettre en cause le principe :

bac = accès de droit à l'université.[/quote:2czawqmf]

Je suis contre. La plupart des étudiants se fichent complètement de leurs études universitaires. Et oui ! entrer en fac, ça fait bien. Il y a une "population de non-bacheliers" qui aimeraient rentrer en fac parce qu'ils ont cette motivation que non pas certains étudiants, la preuve en est que ceux-ci rentrent en fac par la petite porte c'est-à-dire par la Capacité en droit.

On peut être non motivé, lors de ses études scolaires et motivés pour des études universitaires. C'est mon cas et de ceux qui étaient avec moi, certains ont eu une maîtrise ou un doctorat.

Par **Murphys**, le **18/02/2009** à **23:35**

[quote="Camille":3dv3x6lz]Bonjour,

Bien d'accord, mais comment ça se passe dans les autres pays ?

La France "truste-t-elle" les prix Nobel ?

La France a-t-elle la suprématie de la recherche fondamentale en comparaison d'autres pays "sournoisement tombés aux mains rapaces de l'ignoble secteur privé" et dont la recherche fondamentale a "lamentablement dé péri" ?

L'Allemagne, les Etats-Unis, le Japon ?

Pour la toute petite histoire, dans mon domaine à moi, les principales innovations proviennent de PME allemandes qui ont développé des produits en collaboration avec des universités allemandes, lesquelles restent propriétaires des brevets d'invention (et en tirent des royalties chaque fois que la PME vend un produit).

Et ça pourrait pas marcher en France, ça ?[/quote:3dv3x6lz]

Point commun entre les États-Unis et le Japon, les deux pays les plus innovants au monde, niveau fac? Quelques facs d'élites et pour le reste des facs poubelles. Veux-t'on un tel système?

Dans les deux cas, soit on devient un grand chercheur, un grand avocat, ou courtier en assurance à Kansas City ou cadres gratte papier dans une grande entreprise.

Par **doui**, le **19/02/2009** à **00:59**

[quote="fan":3cmiajhu][quote="doui":3cmiajhu]@Akhela

garder un bac "facile", mais de remettre en cause le principe :

bac = accès de droit à l'université.[/quote:3cmiajhu]

Je suis contre. La plupart des étudiants se fichent complètement de leurs études universitaires. Et oui ! entrer en fac, ça fait bien. Il y a une "population de non-bacheliers" qui aimeraient rentrer en fac parce qu'ils ont cette motivation que non pas certains étudiants, la preuve en est que ceux-ci rentrent en fac par la petite porte c'est-à-dire par la Capacité en droit.

On peut être non motivé, lors de ses études scolaires et motivés pour des études universitaires. C'est mon cas et de ceux qui étaient avec moi, certains ont eu une maîtrise ou un doctorat.[/quote:3cmiajhu]

Je n'ai rien contre la présence en fac des étudiants qui ont prouvé qu'ils avaient la capacité d'y suivre des études, et c'est justement le rôle de la capacité en droit. Ce que je dis, c'est que le bac d'aujourd'hui n'est pas une preuve suffisante.

On pourrait créer une "année 0", en fac ou ailleurs, pour les gens qui veulent poursuivre des études universitaires malgré un avis défavorable. Ca existe déjà dans certaines universités pour préparer des bacheliers non scientifiques à des études supérieures scientifiques.

Par **Camille**, le 19/02/2009 à 14:25

Bonjour,

[quote="Murphys":39yq45ah]

Quelques facs d'élites et pour le reste des facs poubelles.[/quote:39yq45ah]

Oui, oui... et, pour le moment, en France, on a quoi ?

Par **Camille**, le 19/02/2009 à 14:34

Bonjour,

[quote="akhela":7k199g09]en fait l'idée que l'université doit former des diplômés prêt à l'emploi est aussi une idée typiquement franco-française (oui à croire qu'en terme d'idée à la con on est champion du monde). Même hors du système anglo-saxon, dans des systèmes tubulaire (càd des systèmes dans lesquels on est inscrit que dans une seule matière) proches du notre (Allemagne, Belgique ...) les universités sont chargées de dispenser une culture générale sur la matière mais ce sont les entreprises qui forment professionnellement les diplômés et ça marche assez bien.[/quote:7k199g09]

Euh... sans vouloir être désagréable, en France aussi, c'est pareil. Généralement, celui qui sort d'une université n'a pas les connaissances (pragmatiques, j'entends, celles dont les entreprises ont besoin) et il faut souvent même les "re-former" (ou les "réformer", comme vous voulez) de leurs "dé-formations" (ou "déformations", c'est comme vous voulez aussi) acquises pendant leurs études.

Si ça peut vous consoler, pour ceux qui sortent des grandes écoles, c'est un peu mieux mais ce n'est pas encore ça non plus.

On est loin du jeune diplômé immédiatement (ou presque) efficace ou, comme on dit, "prêt à servir"... pardon, je veux dire "immédiatement opérationnel", comme disent les DRH...

Par **Morsula**, le 19/02/2009 à 15:28

J'adore. J'arrive ce matin, à la fac, ils collent des affiches partout pour l'AG et la mobilisation, mais plus précisément y'a une phrase qui m'a fait 'tilt' : "NON à la concurrence entre les universités". Personnellement je pense que la mise en concurrence des universités est une

bonne chose, à condition qu'il y ait une égalité des moyens. Le libéralisme c'est très bien et ça doit fonctionner quand on joue le jeu... ouais ça doit mais j'en suis pas sûr en fait.

:!:

Rah, donnez-moi mes notes Image not found or type unknown

Par **Murphys**, le **19/02/2009** à **15:37**

[quote="Camille":wt9f0wlz]Bonjour,

[quote="Murphys":wt9f0wlz]

Quelques facs d'élites et pour le reste des facs poubelles.[/quote:wt9f0wlz]

Oui, oui... et, pour le moment, en France, on a quoi ?[/quote:wt9f0wlz]

Des facs qui ne coutent pas 90.000 euros par an?

Par **Camille**, le **19/02/2009** à **16:31**

Bonjour,

Ben oui, ça ferait cher les poubelles...

:arrow: :arrow: :arrow: :arrow:

Bon, allez, je Image not found or type unknown

Par **akhela**, le **19/02/2009** à **17:07**

[quote="Camille":dh3b8ine]Bonjour,

[quote="akhela":dh3b8ine]en fait l'idée que l'université doit former des diplômés prêt à l'emploi est aussi une idée typiquement franco-française (oui à croire qu'en terme d'idée à la con on est champion du monde). Même hors du système anglo-saxon, dans des systèmes tubulaire (càd des systèmes dans lesquels on est inscrit que dans une seule matière) proches du notre (Allemagne, Belgique ...) les universités sont chargées de dispenser une culture générale sur la matière mais ce sont les entreprises qui forment professionnellement les diplômés et ça marche assez bien.[/quote:dh3b8ine]

Euh... sans vouloir être désagréable, en France aussi, c'est pareil. Généralement, celui qui sort d'une université n'a pas les connaissances (pragmatiques, j'entends, celles dont les entreprises ont besoin) et il faut souvent même les "re-former" (ou les "réformer", comme vous voulez) de leurs "dé-formations" (ou "déformations", c'est comme vous voulez aussi) acquises pendant leurs études.

Si ça peut vous consoler, pour ceux qui sortent des grandes écoles, c'est un peu mieux mais ce n'est pas encore ça non plus.

On est loin du jeune diplômé immédiatement (ou presque) efficace ou, comme on dit, "prêt à

servir" ... pardon, je veux dire "immédiatement opérationnel", comme disent les DRH...[/quote:dh3b8ine]

si tu relis bien je ne dis pas le contraire, je dis simplement que cette idée de vouloir que les universités forment du prêt à l'emploi est typiquement française (de la droite et du patronat).

Par **kaptainkarott**, le **19/02/2009** à **21:05**

[quote="Morsula":2pc7w8gv]J'adore. J'arrive ce matin, à la fac, ils collent des affiches partout pour l'AG et la mobilisation, mais plus précisément y'a une phrase qui m'a fait 'tilt' : "NON à la concurrence entre les universités". Personnellement je pense que la mise en concurrence des universités est une bonne chose, à condition qu'il y ait une égalité des moyens. Le libéralisme c'est très bien et ça doit fonctionner quand on joue le jeu... ouais ça doit mais j'en suis pas sûr en fait.

:!:

Rah, donnez-moi mes notes Image not found [quote:2pc7w8gv]

ça existe déjà la concurrence entre fac et depuis longtemps. tiens paris I et paris II ? ya pas concurrence ?

Par **fan**, le **19/02/2009** à **21:30**

Les facs où l'on a peut ne pas avoir le bac existent, à Clermont c'est en psycho et ceci d'après ce que l'on m'a dit se passe en journée.

Il y a une question qui me turlupine, je sais que l'on parle des facs mais je l'a pose qu'en même : Comment peut-on rentrer à l'ECAM sans le bac ? Comment peut-on entrer en fac sans bac et ceci dans la journée ? Mon grand-père a fait 2 grandes écoles l'ECAM et une dont je me souviens plus. C'est sur Lyon.

Deux grands-oncles ont faient leur droit à la fac privée de Lyon ? Comment se peut-il alors que maintenant, le bac est exigé ?

Je ne puis leurs demandés ceux-ci étant décédés.

Par **Camille**, le **20/02/2009** à **10:03**

Bonjour,

[quote="akhela":1xhb4l6t]

si tu relis bien je ne dis pas le contraire, je dis simplement que cette idée de vouloir que les universités forment du prêt à l'emploi est typiquement française (de la droite et du patronat).[/quote:1xhb4l6t]

Tout ce que je peux dire, moi, c'est que tous les patrons de PME allemandes que je connais (et j'en connais pas mal), me disent, eux, qu'un jeune diplômé d'une université allemande est presque immédiatement opérationnel, puisqu'il l'est déjà quasiment avant de sortir de ses

études.

(j'ai également "quelques contacts" avec des PME américaines qui me disent à peu près la même chose)

Ce n'est pas l'opinion de la majorité des patrons de PME français que je connais (kif-kif) pour les "homologues étudiants" français.

Alors, d'où vient ce phantasme du "prêt à l'emploi" made in France ?

(redite et dito : "dans la branche économique que je pratique perso")

Par **littlepac**, le **20/02/2009 à 10:49**

Bonjour,

Je vais faire un petit topo de ma fac qui se situe à Lyon .

MOBILISATION DE LA FAC :

J'ai l'impression que les étudiants y sont pris en otage . D'un côté, il y a ceux qui se font un peu emmener par certains profs qui n'hésitent pas à être un peu démagogue pour passionner les foules ; de l'autre, il y a des étudiants (surtout en droit ..) qui tentent de bosser normalement avec tout ça.

Les doyens soutiennent le mouvement des profs-chercheurs, et certains profs de droit font même grève (d'autres ne la font pas mais soutiennent le principe..). Si la notre marche au ralenti, certains sont totalement paralysés (fac d'histoire, de science politique et de sociologie entre autres).

Doui, tu nous donnais quelques pistes de réflexion en nous demandant si c'est un mouvement corporatiste ou une sincère défense de l'université, et si en tant qu' étudiants nous étions directement concernés. Sans vouloir faire de la stigmatisation et juger les gens au premier regard, malheureusement, quand je vois le groupe d'étudiants qui rentre de manif', je vois un groupe de baba cool qui a l'air de surtout s'amuser, avec dedans des jeunes qui ne sont sûrement pas à mon université. Si encore ce n'était que ça, ma foi, chacun peut vivre dans son coin dans ces cas là . Mais ils tentent réellement de nous prendre en otage. A chaque début d'amphi, on a le droit, les jours de manif', à un petit message nous demandant de bien vouloir les suivre et se mobiliser avec eux. Ca non plus ce n'est pas très gênant. Ce qui l'est plus, c'est de voir un cours d'amphi s'arrêter en plein milieu parce que les étudiants rentrent de manif' et parce que le doyen vient demander à notre professeur de s'arrêter. Là dedans, on a l'impression d'être considéré comme pas grand chose. Ils nous diront que comparé aux réformes et à l'importance de ce qui se joue, c'est tout de même peu important. C'est d'ailleurs ce qu'on nous a répondu quand on leur a demandé si ils ne pouvaient pas diffuser nos notes de premier semestre en interne dans l'université. Oui, parce que la mobilisation de s'arrête pas là : il y a rétention de notes, et forward des mails sur la boîte mail du ministère

Image not found or type unknown

MON OPINION :

Donc voilà, mon point de vue en tant qu'observatrice de tout ça est que je suis assez inquiète sur le déroulement du semestre. Je me vois déjà potasser mes cours normalement donnés en amphi à l'aide d'un bouquin et d'un cours des années précédentes. Finalement, si la grève est un droit (comme nous la gentille un gréviste), elle nous paraît plutôt être une obligation là . Et je trouve pas ça tout à fait normal. Malheureusement, si on leur dit ça, on est directement catalogué comme " pour la réforme ". Ce qui n'est pas forcément vrai. Mais j'ai du mal à cerner en quoi elle nous concerne directement. Pour moi, ils devraient un peu relativiser les choses, et au lieu d'avoir une réaction peu productive " non non , on en veut pas, à la poubelle !" , je me dis qu'ils feraient mieux de faire les choses avec plus de pragmatisme, en prenant le projet de loi et en faisant des revendications pour des amendements qui tiennent debout.

Cependant, il y a quelque chose que je ne comprends pas . L'Education est un des points clés d'un pays . Si elle est mauvaise, le pays est peu compétitif, et inversement. C'est un pilier d'une importance capitale . Je ne comprends pas comment un gouvernement peut se mettre en tête de la réformer sans demander l'avis des principaux intéressés (ici les prof-chercheurs, etc ..) . De plus, lui donnerait une plus grande légitimité. Mais bon, c'est rare que ce soit fait je le sais. Tout ce que je veux dire, c'est que cette situation paraît complexe, alors qu'elle aurait pu être plus simple (même si la réforme aurait pris plus de temps ...). J'ai l'impression que ce gouvernement est une machine à fabriquer des réformes, et à cause d'un manque de clarté et de dialogue, on a l'impression que ces réformes sont faites à la va-vite sans étudier et prendre en considération certaines conséquences .

EN BREF POUR RESUMER :

Mouvement corporatiste ou mouvement sincère pour la défense de l'université ?
Instrumentalisation des étudiants ou sommes nous vraiment concernés ?

J'ai l'impression que le mouvement est plus corporatiste que sincère, même si il semble se situer entre les deux . Les étudiants là dedans me semble être, pour certains, instrumentalisés , ou en tout cas, ils y trouvent leur compte : c'est un moyen d'avoir son semestre sans trop bosser.

Y a t il du bon dans la réforme ou faut il un retrait pur et simple ?

Je n'ai pas pris le temps de bien me renseigner sur la réforme, mais je pense qu'en cherchant, il doit sûrement y avoir de bonnes idées :)

Soutenez vous les diverses modalités d'action (rétention de notes, grèves avec ou sans maintien des cours, blocages, journées de manif ...) ou êtes vous préoccupé avant tout par le bon déroulement de votre année ?

Je ne les soutiens pas trop . Je me sens prise au piège là dedans ; et les grévistes de mon université ne sont pas très crédibles, ce qui aide pas...

Quel est l'état et la forme de la mobilisation dans votre fac ?

Forme avancée[/b]

Par **littlepac**, le **20/02/2009** à **10:53**

[quote="kaptainkarott":131qknqh][quote="Morsula":131qknqh]J'adore. J'arrive ce matin, à la fac, ils collent des affiches partout pour l'AG et la mobilisation, mais plus précisément y'a une phrase qui m'a fait 'tilt' : "NON à la concurrence entre les universités". Personnellement je pense que la mise en concurrence des universités est une bonne chose, à condition qu'il y ait une égalité des moyens. Le libéralisme c'est très bien et ça doit fonctionner quand on joue le jeu... ouais ça doit mais j'en suis pas sûr en fait.

:!:

Rah, donnez-moi mes notes  [quote:131qknqh]

ça existe déjà la concurrence entre fac et depuis longtemps. tiens paris I et paris II ? ya pas concurrence ?[/quote:131qknqh]

Je suis d'accord avec toi kaptainkarott, la concurrence existe .

Je voudrais ajouter quelque chose sur un sujet voisin. Chez moi ils disaient " non à la sélection à l'entrée de la fac " . Pareil je me suis pas trop renseignée mais un ami doctorant m'a dit qu'ils ont rien compris pour le coup. En plus c'ets pareil , concurrence et sélection = > ça existe depuis longtemps, qu'ils ouvrent les yeux un peu . La sélection se fait à l'issue de la fin de l'année en grande partie....

Par **doui**, le **20/02/2009** à **11:24**

@Littlepac

Ah merci pour ton avis détaillé, je commençais à me demander si quelqu'un avait lu le 1er

message 

Le décret est "en cours de réécriture" et devrait notamment prendre en compte des "propositions du groupe UMP" (pompées sur les revendications) telles que l'évaluation nationale, par matière, et par les pairs et l'abandon de la "modulation sanction".

Plus de détails sur : <http://www.enseignants-chercheurs.fr/site/index.php>

où chacun est invité à faire des "propositions" (un bel exemple de populisme, aux faux airs de

démocratie participative, la vidéo de J.-F. Copé sur la page d'accueil vaut le détour ).

Par **littlepac**, le **20/02/2009 à 14:07**

:lol:

A doui : de rien Image not found or type unknown

:wink:

Merci pour l'adresse du site, je vais aller faire un petit tour, pour regarder tout ça Image not found or type unknown (entre autre la vidéo .. hehe ^^)

Par **Camille**, le **20/02/2009 à 14:19**

Bonjour,

[quote="littlepac":91va7uan]

Je ne comprends pas comment un gouvernement peut se mettre en tête de la réformer sans demander l'avis des principaux intéressés (ici les prof-chercheurs, etc ..) . De plus, lui donnerait une plus grande légitimité. Mais bon, c'est rare que ce soit fait je le sais. Tout ce que je veux dire, c'est que cette situation paraît complexe, alors qu'elle aurait pu être plus simple (même si la réforme aurait pris plus de temps ...). J'ai l'impression que ce gouvernement est une machine à fabriquer des réformes, et à cause d'un manque de clarté et de dialogue, on a l'impression que ces réformes sont faites à la va-vite sans étudier et prendre en considération certaines conséquences .

[/quote:91va7uan]

Parce qu'à mon humble avis, ça ne s'est probablement pas tout à fait passé comme ça. Parce que ce qu'on reproche au gouvernement actuel, manque de concertation, en le pointant du doigt comme si c'était spécifique de ce gouvernement, c'est exactement ce qu'on a aussi reproché à tous ses prédécesseurs, puisque toutes les réformes ont toutes capoté par le passé, même sous des gouvernements socialistes. On ne me fera pas croire que toutes ces réformes sont sorties d'un chapeau sans un minimum de consultations préalables (et discrètes) des principaux intéressés ou, tout au moins, de leurs instances représentatives. C'est ce que font tous les gouvernements (on appelle ça "tater le terrain"). Sauf que ce qu'on accepte parfois en petit comité, on finit par le rejeter comme si on n'avait pas été au courant quand les choses tournent au vinaigre... Surtout quand la base, pas consultée réellement par ceux qui les représentent, réagit de façon imprévue...

"Vous comprenez, puisque ma base est contre, je ne peux quand même pas leur dire que j'étais pour..."

Par **littlepac**, le **20/02/2009 à 21:16**

[quote="Camille":2803hh2t]Bonjour,

[quote="littlepac":2803hh2t]

Je ne comprends pas comment un gouvernement peut se mettre en tête de la réformer sans demander l'avis des principaux intéressés (ici les prof-chercheurs, etc ..) . De plus, lui

donnerait une plus grande légitimité. Mais bon, c'est rare que ce soit fait je le sais. Tout ce que je veux dire, c'est que cette situation paraît complexe, alors qu'elle aurait pu être plus simple (même si la réforme aurait pris plus de temps ...). J'ai l'impression que ce gouvernement est une machine à fabriquer des réformes, et à cause d'un manque de clarté et de dialogue, on a l'impression que ces réformes sont faites à la va-vite sans étudier et prendre en considération certaines conséquences .

[/quote:2803hh2t]

Parce qu'à mon humble avis, ça ne s'est probablement pas tout à fait passé comme ça. Parce que ce qu'on reproche au gouvernement actuel, manque de concertation, en le pointant du doigt comme si c'était spécifique de ce gouvernement, c'est exactement ce qu'on a aussi reproché à tous ses prédécesseurs, puisque toutes les réformes ont toutes capoté par le passé, même sous des gouvernements socialistes. On ne me fera pas croire que toutes ces réformes sont sorties d'un chapeau sans un minimum de consultations préalables (et discrètes) des principaux intéressés ou, tout au moins, de leurs instances représentatives. C'est ce que font tous les gouvernements (on appelle ça "tater le terrain"). Sauf que ce qu'on accepte parfois en petit comité, on finit par le rejeter comme si on n'avait pas été au courant quand les choses tournent au vinaigre... Surtout quand la base, pas consultée réellement par ceux qui les représentent, réagit de façon imprévue...

"Vous comprenez, puisque ma base est contre, je ne peux quand même pas leur dire que j'étais pour..."[/quote:2803hh2t]

Oui, c'est vrai, ce n'est pas une particularité de ce gouvernement ce problème . Remarque, on touche à un éternel débat en parlant de ça..

Par **Murphys**, le **21/02/2009** à **09:29**

Cette défense du Gouvernement Sarkozy, quelque soit le sujet, que la critique soit dénouée de bonne foi ou parfaitement justifiée, est touchante.

Par **akhela**, le **21/02/2009** à **09:41**

[quote="Camille":2plupxch]Bonjour,

[quote="littlepac":2plupxch]

Je ne comprends pas comment un gouvernement peut se mettre en tête de la réformer sans demander l'avis des principaux intéressés (ici les prof-chercheurs, etc ..) . De plus, lui donnerait une plus grande légitimité. Mais bon, c'est rare que ce soit fait je le sais. Tout ce que je veux dire, c'est que cette situation paraît complexe, alors qu'elle aurait pu être plus simple (même si la réforme aurait pris plus de temps ...). J'ai l'impression que ce gouvernement est une machine à fabriquer des réformes, et à cause d'un manque de clarté et de dialogue, on a l'impression que ces réformes sont faites à la va-vite sans étudier et prendre en considération certaines conséquences .

[/quote:2plupxch]

Parce qu'à mon humble avis, ça ne s'est probablement pas tout à fait passé comme ça. Parce que ce qu'on reproche au gouvernement actuel, manque de concertation, en le pointant du doigt comme si c'était spécifique de ce gouvernement, c'est exactement ce qu'on a aussi reproché à tous ses prédécesseurs, puisque toutes les réformes ont toutes capoté par le

passé, même sous des gouvernements socialistes. On ne me fera pas croire que toutes ces réformes sont sorties d'un chapeau sans un minimum de consultations préalables (et discrètes) des principaux intéressés ou, tout au moins, de leurs instances représentatives. C'est ce que font tous les gouvernements (on appelle ça "tater le terrain"). Sauf que ce qu'on accepte parfois en petit comité, on finit par le rejeter comme si on n'avait pas été au courant quand les choses tournent au vinaigre... Surtout quand la base, pas consultée réellement par ceux qui les représentent, réagit de façon imprévue...

"Vous comprenez, puisque ma base est contre, je ne peux quand même pas leur dire que j'étais pour..."[/quote:2plupxch]

En matière de justice ça n'était manifestement pas le cas puisque les quand les instances représentatives ont été consulté (Ex: carte judiciaire), s'était seulement pour savoir si elles y étaient opposées sans possibilité d'amendement, voir même plus drôle : annonce de la substance de la réforme avant même la réunion de l'organe de consultation pourtant déjà prévu (réforme de la procédure pénale, dont suppression du JI). Je crains malheureusement que le gouvernement actuel tende à confondre "membre du cabinet" et "représentant de la profession" dans certains dossiers (pas forcément tous mais en matière de justice c'est flagrant).